



COTE D'IVOIRE

Avril 2020

DEMANDE DE DECAISSEMENT AU TITRE DE LA FACILITE DE CREDIT RAPIDE ET D'ACHAT AU TITRE DE L'INSTRUMENT DE FINANCEMENT RAPIDE — COMMUNIQUE DE PRESSE ; RAPPORT DES SERVICES DU FMI ; ANALYSE DE VIABILITE DE LA DETTE ; ET DECLARATION DE L'ADMINISTRATEUR POUR LA COTE D'IVOIRE

Dans le cadre de la demande de décaissement au titre de la facilité de crédit rapide et d'achat au titre de l'instrument de financement rapide, les documents ci-après ont été publiés et figurent dans le présent dossier :

- Un **communiqué de presse** comprenant une déclaration du président du conseil d'administration.
- Le **rapport des services du FMI** établi par une équipe des services du FMI en vue de son examen par le conseil d'administration le 17 avril 2020. Ce rapport a été établi à l'issue des entretiens qui ont pris fin le 3 avril 2020 avec les autorités ivoiriennes sur l'évolution et les politiques économiques du pays qui sous-tendent l'accord conclu avec le FMI au titre de la facilité de crédit rapide. La rédaction du rapport des services du FMI, qui repose sur les informations disponibles au moment de ces entretiens, a été achevée le 10 avril 2020.
- Une **analyse de viabilité de la dette** établie par les services du FMI et de la Banque mondiale.
- Une **déclaration de l'administrateur** pour la Côte d'Ivoire.

Les documents énumérés ci-après ont été ou seront publiés séparément :

Lettre d'intention adressée par les autorités ivoiriennes au FMI*

*Figure aussi dans le rapport des services du FMI

La politique de transparence du FMI autorise la suppression, dans les rapports des services du FMI et autres documents publiés, d'informations sensibles au regard des marchés et d'informations qui divulgueraient de façon prématurée les intentions de politique économique des autorités.

Ce document peut être obtenu sur demande à l'adresse suivante :

International Monetary Fund • Publication Services

PO Box 92780 • Washington, D.C. 20090

Téléphone : (202) 623-7430 • Télécopie : (202) 623-7201

Courriel : publications@imf.org Site web : <http://www.imf.org>

Prix : 18 dollars l'exemplaire imprimé

Fonds monétaire international
Washington



Le Conseil d'administration du FMI approuve le décaissement de 886,2 millions de dollars en faveur de la Côte d'Ivoire pour faire face à la pandémie de COVID-19

POUR PUBLICATION IMMEDIATE

- Le FMI approuve un décaissement de 886,2 millions de dollars EU pour la Côte d'Ivoire au titre de la Facilité rapide de crédit (FRC) et l'Instrument de financement rapide (IFR).
- L'impact économique attendu de COVID-19 sera considérable, et les perspectives à court terme se détériorent rapidement.
- Les autorités ivoiriennes ont riposté promptement à la pandémie en s'appuyant sur un plan médical d'urgence et un plan ambitieux de politiques économiques visant à apporter un soutien ciblé aux populations vulnérables et entreprises touchées par la pandémie.

WASHINGTON, DC – le 17 avril 2020. Le Conseil d'administration du FMI a approuvé aujourd'hui un décaissement au titre de la Facilité rapide de crédit (FRC) équivalent à 216,8 million de DTS (environ 295,4 millions de dollars EU, ou 33,3 % de quote-part), et un décaissement au titre de l'instrument de financement rapide (IFR) équivalent à 433,6 millions de DTS (environ 590,8 millions de dollars EU or 66,7 % de quote-part), pour aider la Côte d'Ivoire à répondre aux besoins urgents de financement de sa balance des paiements causés par la pandémie de COVID-19.

La Côte d'Ivoire fait face à un choc considérable causé par fardeau de la pandémie COVID-19. Les perspectives économiques de 2020 vont considérablement se détériorer dû au ralentissement abrupt de l'activité économique chez les partenaires commerciaux de la Côte d'Ivoire, au choc négatif sur la confiance des investisseurs, et à l'impact économique négatif des mesures nécessaires mises en œuvre par les autorités pour empêcher la propagation de la pandémie.

Le gouvernement a promptement répondu à la pandémie, avec des mesures fortes de distanciation sociale et de confinement et le plan médical d'urgence mis en œuvre avec l'appui de l'Organisation mondiale de la santé. Les autorités ont également annoncé un plan de riposte économique ambitieux, représentant 1½ % du PIB pour 2020, pour soutenir le revenu des populations les plus vulnérables, par le biais de mesures d'appui aux intrants agricoles et d'une couverture plus étendue des filets sociaux; soutenir les secteurs et entreprises les plus touchés; et pérenniser les chaînes d'approvisionnement en appuyant les entreprises publiques du secteur logistique.

La détérioration des perspectives macroéconomiques et la riposte de politique budgétaire pour atténuer l'impact de la pandémie sur la Côte d'Ivoire augmentent les pressions budgétaires et créent des besoins immédiats de financement de la balance des paiements. Avec les facilités FRC/IFR, l'aide du FMI contribuera à combler une partie de l'écart de financement et devrait catalyser des financements concessionnels supplémentaires.

Concluant les discussions du Conseil d'Administration, M. Mitsuhiro Furusawa, directeur général adjoint et président de séance, a fait la déclaration suivante :

« La pandémie COVID-19 aura des effets négatifs considérables sur l'économie de la Côte d'Ivoire, créant des pressions fiscales et des besoins urgents de financement de balance des paiements. Les autorités ivoiriennes ont promptement adopté des mesures fortes pour contenir la propagation de la pandémie. Bien que nécessaires, ces mesures vont également peser sur l'activité économique.

« Pour réduire ces effets adverses et atténuer les retombées négatives sur le secteur des entreprises et les sacrifices imposés aux familles et aux communautés, les autorités ivoiriennes ont également adopté un plan sanitaire et un ensemble de mesures économiques pour soutenir les revenus des populations les plus vulnérables par le biais d'un appui aux intrants agricoles et un élargissement des filets sociaux, soutenir les secteurs économiques et entreprises les plus touchés, et renforcer les entreprises publiques des secteurs des transports et portuaires pour assurer la continuité des chaînes d'approvisionnement.

« Au regard de la sévérité de la pandémie, l'augmentation temporaire envisagée du déficit budgétaire est appropriée, même si cela signifie une déviation temporaire du critère de convergence de 3 % du PIB. Vu les risques baissiers considérables, des réallocations de dépenses deviendraient nécessaires si les recettes fiscales venaient à être inférieures aux projections actuelles. Les dépenses liées au Covid-19 devraient être exécutées en toute transparence et être bien ciblées en direction des populations et les entreprises les plus touchées. Lorsque la crise sera résorbée, il sera important que le déficit budgétaire revienne à sa trajectoire précédant la crise, pour préserver à la fois les acquis réalisés dans le cadre du programme avec le FMI et la viabilité de la dette à moyen-terme.

« L'appui d'urgence du FMI au titre de la Facilité de crédit rapide et de l'Instrument de financement rapide aidera les autorités à combler les besoins urgents de financement budgétaire et de balance des paiements. Il aidera également à catalyser les financements supplémentaires des autres partenaires au développement. Des financements concessionnels supplémentaires sont essentiels pour combler l'écart de financement restant et préserver les acquis considérables de développement que la Côte d'Ivoire a réalisés au cours de la dernière décennie. »

Information supplémentaire

IMF Lending Tracker (emergency financing request approved by the IMF Executive Board)

<https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/COVID-Lending-Tracker>

IMF Executive Board calendar

<https://www.imf.org/external/NP/SEC/bc/eng/index.aspx>



CÔTE D'IVOIRE

10 avril 2020

DEMANDE DE DECAISSEMENT AU TITRE DE LA FACILITE DE CREDIT RAPIDE ET D'ACHAT AU TITRE DE L'INSTRUMENT DE FINANCEMENT RAPIDE

Contexte. Les effets de la pandémie de COVID-19 en Côte d'Ivoire seront considérables : le nombre de cas y a augmenté rapidement depuis le signalement du premier cas confirmé, le 11 mars, et la crise mondiale devrait avoir de graves incidences sur les chaînes d'approvisionnement et la demande extérieure. Les autorités ont réagi rapidement à la pandémie, en prenant des mesures pour aider à endiguer et freiner la propagation de la maladie et en élaborant un plan de riposte sanitaire. Un ensemble de mesures économiques ont été prises en complément, pour venir plus particulièrement en aide aux populations vulnérables et aux entreprises touchées par la pandémie. Par ailleurs, la pandémie freinera temporairement la mobilisation des recettes intérieures et compliquera l'accès au financement sur les marchés internationaux.

Demande d'appui du FMI. Conscientes des tensions budgétaires et des difficultés de financement qu'entraînent les conséquences économiques de la COVID-19 et les mesures de lutte contre cette pandémie, les autorités sollicitent un appui financier au titre de la facilité de crédit rapide (FCR) et de l'instrument de financement rapide (IFR) pour couvrir les besoins urgents de financement de la balance des paiements ; les fonds seraient décaissés en tant qu'appui budgétaire direct. Dans la lettre ci-jointe, les autorités sollicitent un concours financier de 650,4 millions de DTS (soit 100 % de la quote-part) au titre du dispositif mixte FCR/IFR, concours qui serait disponible intégralement dès l'accord du conseil d'administration. Les services du FMI appuient la demande.

Mesures économiques. Les autorités ont vite réagi pour endiguer la propagation de la COVID-19 et préparé un plan de riposte sanitaire d'urgence ainsi qu'un programme de relance économique ciblant les ménages vulnérables et les secteurs touchés par la pandémie. Les services du FMI approuvent la décision des autorités de prendre en compte les coûts budgétaires associés au ralentissement probable de la croissance et aux plans d'urgence sanitaire et économique. Dès 2021, une fois la crise passée, les autorités devraient ramener le déficit à son niveau antérieur pour ne pas saper les progrès réalisés dans le cadre du programme appuyé par la FEC/le MEDC et pour garantir la viabilité de la dette.

Résultats obtenus avec le programme appuyé par la FEC et le MEDC. Sur la base des données préliminaires, les résultats sont satisfaisants. Tous les critères de réalisation pour fin décembre 2019 et tous les repères structurels semblent avoir été respectés. Toutefois, les finances publiques ont été assainies en procédant à davantage de coupes budgétaires que prévu, ce qui a entraîné le non-respect des objectifs indicatifs relatifs aux planchers pour les recettes fiscales, les montants à payer par l'administration centrale et le solde primaire de base. À ce stade, il est envisagé de regrouper les septième et huitième revues à l'automne 2020.

**Approuvé par
Dominique Desruelle
(département
Afrique) et Craig
Beaumont
(département
de la stratégie, des
politiques et de
l'évaluation)**

Une équipe du FMI composée de Mme Allard (cheffe de mission), Mmes Simard et Zinabou et MM. Ouedraogo et Yago (tous du département Afrique), M. Fournier (département des finances publiques), Mme Fruttero (département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation), M. Gijon (représentant résident) et M. Yohou (économiste local) s'est entretenue avec les autorités ivoiriennes lors de téléconférences organisées par le ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly, le 17 mars et du 1^{er} au 3 avril. L'équipe a bénéficié de l'assistance de MM. Li et Magno.

TABLE DES MATIÈRES

CONTEXTE	4
CONSEQUENCES DE LA PANDEMIE ET PERSPECTIVES	4
A. Canaux de transmission à l'économie et riposte	4
B. Perspectives et risques	6
ENTRETIENS	8
A. Viabilité de la dette	9
B. Politique monétaire régionale	9
ACCES ET CAPACITE A REMBOURSER	10
A. Niveau d'accès et modalités	10
B. Capacité à rembourser et évaluation des sauvegardes	10
EVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI	11

ENCADRE

1. L'impact économique de la pandémie de COVID-19 en Côte d'Ivoire	5
--	---

TABLEAUX

1. Principaux indicateurs économiques, 2018–25	12
2a. Opérations budgétaires de l'administration centrale, (En milliards de francs CFA) 2017–25	13
2b. Opérations budgétaires de l'administration centrale, (En pourcentage du PIB) 2017–25	14
3a. Balance des paiements (En milliards de francs CFA), 2016–25	15
3b. Balance des paiements (En pourcentage du PIB), 2016–25	16
4. Situation monétaire, 2016–25	17
5. Indicateurs de solidité financière du secteur bancaire, 2016–19	18
6a. Besoins de financement extérieur (En milliards de francs CFA), 2016–25	19
6b. Besoins de financement extérieur (En pourcentage du PIB), 2016–25	19
7. Indicateurs de la capacité à rembourser le FMI, 2020–28	20

APPENDICE

I. Lettre d'Intention	21
-----------------------	----

CONTEXTE

1. La Côte d'Ivoire était sur une trajectoire de forte croissance avant la pandémie de COVID-19. Le taux de croissance moyen était de 7,1 % de 2016 à 2018 et, d'après les indicateurs à haute fréquence, la croissance était restée solide en 2019, à 6,9 %, grâce au dynamisme du secteur manufacturier et des services ainsi qu'à l'abondance des récoltes¹. Avant la pandémie, la croissance du PIB réel était attendue à 6,7 % en 2020, sous l'effet des investissements et de la consommation du secteur privé. Le taux d'inflation est resté largement modéré, bénéficiant de l'arrimage du franc CFA à l'euro. Après avoir plongé à -3,6 % du PIB en 2018, le déficit des transactions courantes s'était légèrement résorbé en 2019 et devait encore diminuer pour s'établir à -2,5 % en 2020.

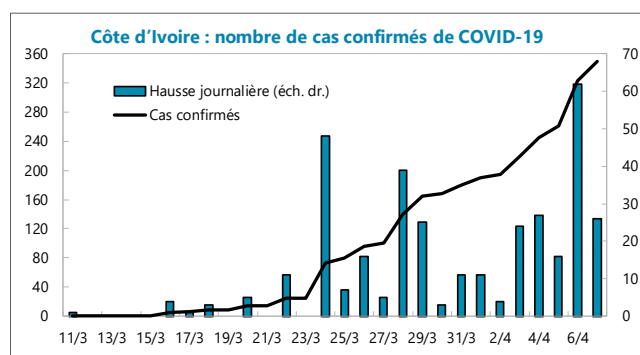
2. Les autorités avaient considérablement assaini les finances publiques dans le cadre du programme appuyé par la FEC et le MEDC. Le déficit budgétaire avait reculé de 3,3 % du PIB en 2017 à 2,3 % en 2019, grâce à une compression des dépenses, les réformes de la politique fiscale s'étant révélées plus difficiles à mettre en œuvre. Les autorités ont renforcé l'administration des recettes, amélioré la gestion des finances publiques et de la dette, et restructuré le secteur de l'énergie.

3. Les résultats obtenus dans le cadre du programme sont satisfaisants. Au vu des données préliminaires, tous les critères de réalisation et les repères structurels pour fin décembre 2019 ont été respectés. Toutefois, les finances publiques ont été assainies en procédant à plus de coupes budgétaires que prévu, ce qui a entraîné le non-respect des objectifs indicatifs relatifs aux planchers pour les recettes fiscales, les montants à payer par l'administration centrale et le solde primaire de base.

CONSEQUENCES DE LA PANDEMIE ET PERSPECTIVES

A. Canaux de transmission à l'économie et riposte

4. L'impact économique de la pandémie risque d'être considérable (encadré 1). Au 7 avril 2020, la Côte d'Ivoire a signalé 349 cas d'infection par la COVID-19. La croissance devrait être sensiblement plus faible que prévu du fait de la contraction de la demande extérieure et intérieure et des problèmes d'approvisionnement liés à l'application des mesures d'endiguement. Les



¹En février 2020, la Côte d'Ivoire a changé d'année de référence pour le calcul de ses comptes nationaux, passant de 1996 à 2015. Ce rebasage s'est traduit par une hausse de 38 % du PIB en 2015 (principalement liée à la plus forte valeur ajoutée des services) mais par une baisse de la croissance réelle entre 2015 et 2018, de sorte que le PIB n'est que 34 % plus élevé en 2018. Le nouveau PIB et le niveau rétrospectivement plus faible de la croissance ont été intégrés dans le nouveau cadre macroéconomique, entraînant mécaniquement une diminution de la plupart des ratios (grandeurs rapportées au PIB) par comparaison avec ceux qui figuraient dans le rapport des services du FMI de décembre 2019 sur la sixième revue du programme appuyé par la FEC et le MEDC.

échanges commerciaux avec les principaux partenaires économiques de la Côte d'Ivoire (essentiellement la Chine et l'UE) et avec les pays voisins subiront également les effets de la fermeture des frontières aériennes, maritimes et terrestres. L'investissement devrait être touché en raison du climat d'incertitude qui règne à présent dans les pays d'origine des investisseurs et au niveau local.

Encadré 1. L'impact économique de la pandémie de COVID-19 en Côte d'Ivoire

Le choc à la fois extérieur et intérieur provoqué par cette pandémie devrait affecter fortement la Côte d'Ivoire. L'épidémie assombriera les perspectives macroéconomiques de la Côte d'Ivoire, comme de nombreux autres pays, à la fois indirectement, car la propagation de la maladie ralentit l'activité économique dans le monde et directement, car la mise en œuvre de mesures d'endiguement strictes a un coût important sur le plan humain et économique.

L'impact sur le commerce et la production nationale pourrait être considérable et créer un besoin urgent de financement de la balance des paiements. La baisse de la demande dans les pays partenaires et la perturbation des chaînes d'approvisionnement mettront à mal le commerce ivoirien. La Chine et l'UE, régions les plus touchées par la pandémie à ce jour, sont des partenaires commerciaux importants de la Côte d'Ivoire, puisqu'elles représentent près de 50 % de ses exportations et importations. Les données à fin janvier reflètent déjà une diminution du trafic dans les aéroports et les ports maritimes du pays. De plus, les mesures destinées à endiguer la propagation du virus (réglementation des transports, couvre-feu, nécessité d'une autorisation pour certains déplacements dans le pays, etc.) vont peser sur la consommation et l'investissement au niveau national, perturber le marché intérieur et la chaîne d'approvisionnement et ralentir la production.

Les effets néfastes sur le secteur des entreprises et le bien-être des ménages seront considérables. Les mesures de confinement décidées par les autorités, qui impliquent de fermer des entreprises, entraîneront provisoirement une chute brutale des bénéfices dans certaines petites et moyennes entreprises, et des pertes de rémunération, en particulier dans l'économie informelle et chez les indépendants. Le bien-être des familles et des communautés s'en ressentira et des familles déjà vulnérables basculeront dans la pauvreté.

Les conséquences budgétaires de la pandémie devraient être importantes, en raison de la baisse des recettes fiscales et de la pression plus forte exercée sur le budget national ; il faudra en effet augmenter les dépenses de santé et soutenir le secteur privé et les familles vulnérables.

Le secteur bancaire pourrait enregistrer une détérioration notable de son portefeuille de prêts, ce qui aggravera la contraction probable du crédit à l'économie qu'entraîne le ralentissement de l'activité. La banque centrale (BCEAO) a pris des mesures rapides pour atténuer les contraintes de liquidité dans le secteur bancaire et soutenir les entreprises. Les banques risquent néanmoins de voir baisser la qualité de leurs actifs, y compris certains établissements publics actuellement sous-capitalisés (qui ne représentent que 3 % du total des actifs).

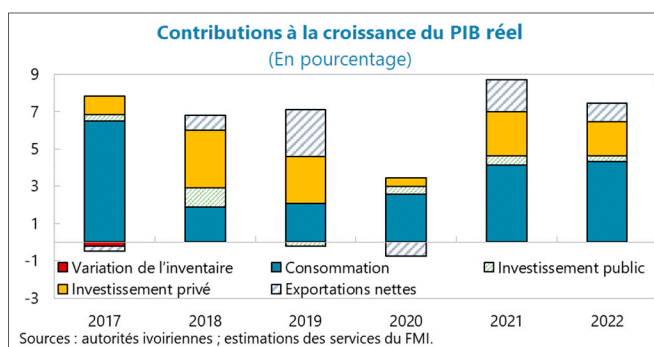
5. La riposte gouvernementale à la pandémie ne s'est pas fait attendre. Depuis la confirmation du premier cas en Côte d'Ivoire, le 11 mars 2020, les autorités ont pris des mesures fortes de distanciation sociale et d'endiguement. À la date du 7 avril, ces mesures comprenaient la déclaration de l'état d'urgence et l'établissement d'un couvre-feu de 21 heures à 5 heures, l'interdiction de tous les voyages internationaux (à l'exception de l'aide humanitaire) et des rassemblements publics de plus de 50 personnes, la fermeture des écoles, des restaurants et lieux de spectacles, le lancement d'une vaste opération de désinfection à Abidjan, ainsi que l'instauration de restrictions relatives aux transports en commun et aux déplacements interrégionaux. Les autorités envisagent également un confinement progressif par zone géographique si la pandémie progresse. Avec le soutien de l'Organisation mondiale

de la santé (OMS), les pouvoirs publics ont adopté un plan d'urgence sanitaire pour prendre en charge gratuitement les personnes infectées, équiper les unités de soins intensifs et renforcer la surveillance épidémiologique et biologique (dépistages, création d'un centre d'appel gratuit, rénovation et équipement de laboratoires, etc.) ainsi que les capacités de l'industrie pharmaceutique.² Enfin, les autorités ont annoncé un ambitieux programme d'appui économique pour soutenir le revenu des segments les plus vulnérables de la population, avec des aides à l'achat d'intrants agricoles et une augmentation des transferts monétaires, pour soulager les secteurs et les entreprises durement touchés et aider les entités publiques dans les transports et le secteur portuaire afin d'assurer la continuité des chaînes d'approvisionnement.³

6. La communauté internationale s'emploie à soutenir la Côte d'Ivoire. La Banque mondiale devrait lui fournir un appui budgétaire de 117,7 milliards de FCFA (0,3 % du PIB) en début du mois d'avril 2020 et participer au financement du plan gouvernemental d'urgence sanitaire à concurrence de 42,8 milliards de FCFA (0,1 % du PIB), avec un décaissement prévu d'ici fin mai 2020. Elle pourrait également soutenir le budget en réaffectant des fonds destinés à des projets qui n'ont pas encore été réalisés. D'autres partenaires au développement comme la Banque africaine de développement, l'Agence française de développement (AFD) et d'autres organismes de développement européens fourniront sans doute un appui financier et sont en train d'évaluer différentes possibilités.

B. Perspectives et risques

7. L'impact économique de la pandémie sera considérable, mais temporaires (tableau 1). La croissance devrait être fortement réduite en 2020,



Côte d'Ivoire : cadre macroéconomique, 2019-21 (En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)								
	2019		2020			2021		
	Prog.	Est. ^{1/}	Prog.	Proj. Pré-COVID-19 ^{1/}	Est.	Prog.	Proj. Pré-COVID-19 ^{1/}	Est.
Croissance du PIB, en pourcentage	7,5	6,9	7,3	6,7	2,7	7,0	6,7	8,7
Inflation, en pourcentage	1,0	0,8	1,7	1,2	1,2	2,0	1,4	1,4
Solde courant	-3,5	-2,7	-3,8	-2,5	-3,3	-3,5	-2,3	-2,5
Solde budgétaire (dons inclus)	-3,0	-2,3	-3,0	-2,3	-5,2	-3,0	-2,3	-2,5
Dettes publiques	52,5	37,8	49,9	38,2	42,1	48,5	37,5	40,7
PIB nominal (en milliards de FCFA)	25 955	34 447	28 309	37 122	35 731	30 788	40 085	39 305

Sources : autorités ivoiriennes ; estimations des services du FMI.

^{1/} Par rapport à la colonne relative au programme, ces colonnes se fondent sur les comptes nationaux rebasés.

² Environ les deux tiers des montants prévus dans le plan serviront à augmenter les capacités des services de soins et le reste financera le suivi des malades diagnostiqués.

³ Sur ce programme d'un montant égal à 1½ point de PIB, l'équivalent de 0,3 point est destiné à aider les ménages vulnérables ; 0,4 point les entreprises, y compris celles de l'économie informelle et les PME ; 0,2 point le secteur agricole ; 0,2 point les entités publiques ; et 0,3 point l'économie formelle (allègements fiscaux).

tombant à 2,7 % dans le sillage d'une chute temporaire de la consommation, de la stagnation de l'investissement et d'une croissance ralentie des exportations nettes du côté de la demande, et de perturbations des chaînes d'approvisionnement et du marché du travail du côté de l'offre. On suppose que la crise s'apaisera courant 2020 et que la demande va s'accroître, permettant un rattrapage complet les années suivantes.

8. Le déficit budgétaire devrait se creuser sensiblement en 2020 (tableaux 2a et 2b).

L'augmentation notable mais temporaire du déficit budgétaire résultera essentiellement du manque à gagner en termes de recettes fiscales, des dépenses de santé et des mesures visant à soutenir les secteurs touchés et le revenu des ménages les plus vulnérables.

9. Les comptes extérieurs se détérioreront, entraînant un besoin urgent de financement de la balance des paiements à court terme (tableaux 3a et 3b). Le déficit courant devrait se creuser à 3,3 % du PIB en 2020, contre 2,7 % en 2019, en raison de la baisse des exportations ivoiriennes de produits agricoles et manufacturés consécutive à la diminution sensible de la demande mondiale. Les importations progresseront aussi à un rythme bien plus lent. De surcroît, la perte de confiance des investisseurs internationaux (surtout ceux de Chine et d'Europe, deux régions déjà gravement touchées par la pandémie) devrait faire reculer les IDE et refluer d'autres investissements privés, tandis que l'accès de l'État ivoirien aux emprunts extérieurs pourrait être au moins partiellement compromis.

10. Les perspectives sont très incertaines, et dominées par les risques de voir l'épidémie de COVID-19 se prolonger. Les perspectives économiques dépendent du caractère temporaire de la pandémie et de la normalisation de la conjoncture mondiale d'ici le second semestre 2020. En cas de prolongation ou de résurgences de l'épidémie dans le monde ou dans la région, la situation empirera et la reprise tardera. Au plan intérieur, le principal risque de détérioration des perspectives réside dans les répercussions plus importantes que prévu que les mesures d'endiguement, bien que nécessaires, pourraient avoir sur les finances publiques et l'économie, et la reprise économique pourrait tarder à se manifester en 2021. Ces risques pourraient être accentués par la montée des tensions sociales en raison des élections présidentielles d'octobre 2020 et par les effets de contagion des risques d'insécurité croissants au Sahel.

	Prog. 6 ^e revue	Proj. Pré-COVID-19 ^{1/}	Proj.	Diff.
Total des recettes et dons	20,2	15,0	14,5	
Total des recettes	19,0	14,1	13,6	
Recettes fiscales	16,8	12,4	11,8	
Recettes non fiscales	2,2	1,7	1,8	
Total des dépenses	23,2	17,3	19,7	
Dépenses courantes	16,8	12,9	15,2	
dont dépenses liées à la COVID-19	...	...	1,5	
Dépenses en capital	6,4	4,4	4,6	
Solde global	-3,0	-2,3	-5,2	-2,9
Solde global (base caisse)	-3,1	-2,4	-5,3	-2,9
Financement	3,1	2,4	5,3	2,9
Intérieur	-0,9	-0,7	-0,7	0,0
Extérieur	3,5	2,6	2,4	-0,2
Écart de financement (+ = déficit, - = excédent)	0,6	0,4	3,6	3,2
Financement attendu (hors FMI)	0,0	0,0	0,4	0,4
Financement du FMI	0,6	0,4	1,9	1,5
FMI-FEC	0,2	0,1	0,1	0,0
FMI-MEDC	0,4	0,3	0,3	0,0
FMI-FCR	...	...	0,5	0,5
FMI-IFR	...	...	1,0	1,0
Écart de financement résiduel	...	...	1,2	1,2

Sources : autorités ivoiriennes ; estimations des services du FMI.

^{1/} Par rapport à la colonne relative au programme, cette colonne se fonde sur les comptes nationaux rebasés et d'une révision à la baisse, avant la crise, des recettes fiscales.

ENTRETIENS

11. Les autorités entendent laisser le déficit budgétaire se creuser pour faire face aux conséquences de la pandémie, dont le coût total devrait s'élever à 2¾ % du PIB en 2020 ; les pertes de recettes dues à la révision à la baisse de la croissance, les mesures de santé publique des autorités et leur programme d'appui économique représentent respectivement 1, ¼ et 1½ % du PIB. Par conséquent, le déficit budgétaire global augmenterait ainsi de près de 3 points en 2020, pour atteindre 5,2 % du PIB (voir le tableau du texte).

12. L'analyse préliminaire pointe l'apparition probable d'un déficit de financement budgétaire d'environ 3,2 % du PIB pour l'exercice en cours,⁴ qui entraînera un besoin équivalent et urgent de financement de la balance des paiements (voir le tableau du texte). Outre la part de 2,9 % du PIB liée aux conséquences de la pandémie sur les recettes et aux dépenses à engager pour soutenir le secteur de la santé et le reste de l'économie, il y aurait un déficit de 0,2 % du PIB lié aux financements : lors de la sixième revue, un recours aux marchés internationaux des capitaux équivalant à 1,4 % du PIB avait été prévu pour 2020. Toutefois, il est maintenant supposé que les autorités ne pourront en lever que la moitié, en

empruntant pour environ 0,7 % du PIB à des banques internationales. Une partie du montant prévu serait donc levée aussi sur le marché régional, en francs CFA, mais il manquerait encore environ 0,2 % du PIB. La combinaison des financements FCR/IFR (pour environ 1,5 % du PIB) et de la Banque mondiale (0,4 % du PIB) contribuerait à combler en partie le déficit de financement, qui se monterait encore à 1,2 % du PIB. Si les marchés internationaux des capitaux restent fermés, les autorités devront s'en remettre plus largement à la communauté internationale et au marché régional.

13. Les services du FMI approuvent la décision des autorités d'intégrer l'incidence temporaire de la pandémie dans les comptes budgétaires. Compte tenu de la nature exceptionnelle de la pandémie et pour faire face à la crise sanitaire imminente et en atténuer les graves conséquences sur l'économie, les services du FMI sont favorables à un assouplissement de la

	Prog. 6 ^e revue	Proj. Pré-COVID-19 ^{1/}	Proj.	Diff.
Compte courant	-3,8	-2,5	-3,3	-0,7
Compte de capital et d'opérations financières	3,4	2,3	-0,3	-2,5
Compte de capital	0,6	0,5	0,5	0,0
Compte d'opérations financières	2,8	1,8	-0,7	-2,6
Solde global	-0,4	-0,3	-3,6	-3,3
Financement	0,4	0,3	3,6	3,3
Avoirs de réserve	-0,1	-0,2	0,0	0,2
Écart de financement	0,6	0,4	3,6	3,2
Financement attendu (hors FMI)	0,0	0,0	0,4	0,4
Financement du FMI	0,6	0,4	1,9	1,5
FMI-FEC	0,2	0,1	0,1	0,0
FMI-MEDC	0,4	0,3	0,3	0,0
FMI-FCR	...	...	0,5	0,5
FMI-IFR	...	...	1,0	1,0
Écart de financement résiduel	...	...	1,2	1,2

Sources : autorités ivoiriennes ; estimations des services du FMI.
^{1/} Par rapport à la colonne relative au programme, cette colonne se fonde sur les comptes nationaux rebasés et d'une révision à la baisse, avant la crise, des recettes fiscales.

⁴Malgré les décaissements du FMI prévus au titre de la FEC et du MEDC et s'élevant à 0,4 % du PIB en 2020.

politique budgétaire, même s'il implique un dépassement temporaire du critère de convergence régionale de 3 % du PIB fixé pour le déficit budgétaire. Les risques de dégradation sont loin d'être négligeables et les autorités sont donc déterminées à reconsidérer certaines catégories de dépenses si les recettes budgétaires étaient inférieures aux prévisions actuelles. La mise en œuvre de certains projets d'investissement public, en particulier, pourrait être ralentie en raison de la crise et des indispensables mesures d'endiguement annoncées par le gouvernement. Afin d'amender le budget 2020, les autorités élaborent actuellement un cadre budgétaire révisé qui serait prêt dans la deuxième quinzaine d'avril. Ils définissent également des procédures spécifiques qui permettront un suivi transparent des dépenses exceptionnelles liées à la lutte contre la crise.

14. Pour l'après-crise, les autorités restent déterminées à conduire une politique budgétaire viable. À partir de 2021, dans la mesure où les effets de la crise devraient s'estomper tant au niveau mondial que national, où la croissance devrait redémarrer et où il ne serait plus nécessaire d'engager des dépenses exceptionnelles, les autorités entendent retrouver le chemin d'un déficit à 2,3 % du PIB, comme avant la crise, pour ne pas saper les progrès obtenus grâce au programme appuyé par la FEC/le MEDC ni compromettre la viabilité de la dette.

A. Viabilité de la dette

15. Le risque de surendettement de la Côte d'Ivoire reste modéré mais le pays est vulnérable face aux chocs (Annexe I). La dette publique devrait culminer à 42 % du PIB en 2020 pour repartir progressivement à la baisse ; en raison du caractère temporaire de la déviation du déficit par rapport à sa trajectoire de moyen terme. Dans ce contexte, l'augmentation attendue du déficit en 2020 sera financée par un surcroît de dette, ce qui ne devrait toutefois pas modifier l'évaluation de la viabilité par rapport à la sixième revue⁵, et le risque de surendettement de la Côte d'Ivoire resterait modéré. En revanche, la dette publique du pays est sensible aux fluctuations brutales des exportations et des conditions de financement sur les marchés, d'où une réelle nécessité d'opter pour des politiques budgétaires prudentes à moyen terme.

B. Politique monétaire régionale

16. Les actions décidées par la banque centrale régionale (BCEAO) compléteront les mesures nationales. Malgré l'apparente absence de tensions sur le marché monétaire à ce jour, la BCEAO a pris des mesures à titre préventif pour répondre à la demande de liquidités des banques et atténuer les effets délétères de la pandémie sur l'économie. Elle a d'abord relevé le montant des liquidités proposées aux banques le 23 mars, lors de ses adjudications hebdomadaires et mensuelles, ce qui a permis aux taux de refinancement moyens de rester assez proches de la borne inférieure de 2,5 % du corridor de la politique monétaire. Dans un deuxième temps, à compter de l'opération de refinancement hebdomadaire du 30 mars 2020, la BCEAO a adopté une stratégie d'attribution de

⁵Voir le rapport du FMI n° 19/366 (<https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2019/12/18/Cote-d-Ivoire-Sixth-Reviews-Under-the-Arrangement-Under-the-Extended-Credit-Facility-and-the-48875>). On suppose qu'au cours de la période 2020-2029, la part des emprunts concessionnels sera plus élevée que celle évoquée dans l'AVD de décembre 2019.

liquidités à un taux fixe 2,5 % en quantités illimitées qui permet aux banques de satisfaire tous leurs besoins de liquidités à moindres frais. Le 21 mars 2020, la BCEAO a également annoncé qu'elle :

i) élargirait le champ du mécanisme d'accès à ses refinancements afin d'y inclure les prêts bancaires accordés à 1 700 entreprises privées admissibles ; et ii) mettrait en place, avec le système bancaire, un cadre pour accompagner les entreprises ayant des difficultés à rembourser leurs crédits. Bien que le secteur financier ivoirien semble toujours relativement sain, des poches de vulnérabilité pourraient se faire jour si les perturbations provoquées par la pandémie sont importantes. Dans ce contexte, les mesures récentes de la BCEAO sont une contribution précieuse, car elles fournissent une source de liquidités supplémentaire aux banques et, par extension, à leurs clients mis en difficulté par certaines pertes de recettes liées à la pandémie. D'autres mesures pourraient se révéler nécessaires en fonction de l'évolution de la situation.

ACCES ET CAPACITE A REMBOURSER

A. Niveau d'accès et modalités

17. Les autorités sollicitent un appui au titre de la FCR et de l'IFR équivalent à 100 % de la quote-part (650,4 millions de DTS, soit 883,4 millions de dollars ou 528,6 milliards de FCFA), dont un décaissement au titre de la FCR par le guichet « choc exogène » (216,8 millions de DTS, soit 33,3 % de la quote-part) et un achat au titre de l'IFR par le guichet habituel (433,6 millions de DTS, 66,7 % de la quote-part).⁶ Le décaissement, qui avoisine 1,5 % du PIB, contribuerait à couvrir sans tarder les besoins budgétaires urgents et de balance des paiements que les mesures de lutte contre la pandémie ont engendrés et qui, faute d'être couverts, entraîneraient immédiatement de graves perturbations de l'économie (tableaux 6a et 6b). Utilisé comme soutien budgétaire direct, ce décaissement contribuerait à combler environ 40 % du déficit de financement calculé et servirait de catalyseur à d'autres financements concessionnels.

B. Capacité à rembourser et évaluation des sauvegardes

18. La capacité à rembourser le FMI est bonne, la Côte d'Ivoire s'acquittant avec régularité de ses obligations. Les obligations du pays vis-à-vis du Fonds atteindraient un point culminant en 2024, à 4 % des recettes publiques, soit 0,6 % du PIB (tableau 7).

19. Évaluation des sauvegardes. Une seule recommandation formulée lors de l'évaluation des sauvegardes en 2018 reste en suspens : elle concerne le renforcement de la fonction de gestion des risques et la BCEAO y travaille actuellement. Dans l'ensemble, l'évaluation concluait que la banque centrale s'appuyait sur un dispositif de contrôle solide.

⁶La Côte d'Ivoire bénéficie déjà d'un accord FCR/MEDC sur quatre ans qui a été approuvé le 12 décembre 2016. Toutefois, dans le contexte de la pandémie de COVID-19, les besoins urgents de financement de la balance des paiements et les difficultés rencontrées pour organiser des entretiens approfondis avec les autorités dans la perspective de la septième revue, notamment en raison des fortes incertitudes concernant la durée et l'ampleur de la pandémie, justifiaient de passer à un dispositif mixte FCR/IFR.

EVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI

20. La Côte d'Ivoire ne sera pas épargnée par la pandémie liée au coronavirus. Les perspectives économiques à court terme devraient considérablement se dégrader du fait du ralentissement brutal de l'activité chez ses partenaires commerciaux, la perte de confiance des investisseurs et l'impact négatif sur l'économie des mesures d'endiguement et d'atténuation déployées par les autorités. Le choc créera des tensions sur le plan budgétaire et extérieur et le pays a un besoin urgent de financements supplémentaires, de l'ordre de 3,2 % du PIB en 2020.

21. Les services du FMI saluent la riposte rapide des pouvoirs publics visant à limiter les conséquences du virus. Les services du FMI approuvent la décision des autorités de prendre en compte les coûts budgétaires générés par le ralentissement prévu de la croissance, le plan d'urgence sanitaire et le programme d'appui économique, même si cela implique un dépassement temporaire du critère de convergence régionale de 3 % du PIB fixé pour le déficit budgétaire. Les services du FMI encouragent les autorités à s'entendre avec leurs homologues de l'UEMOA au sujet du non-respect temporaire de ce critère. Si les recettes budgétaires devaient être inférieures aux prévisions actuelles, le gouvernement ivoirien devrait se tenir prêt à revoir à la baisse certaines dépenses non urgentes. Il sera impératif de veiller à assurer un suivi transparent des dépenses exceptionnelles visant à atténuer les conséquences de la crise.

22. Les autorités demeurent engagées en faveur de la viabilité des finances publiques et de la dette à moyen terme. L'assouplissement des règles budgétaires en 2020 est justifié, mais les autorités sont déterminées à revenir à un déficit d'environ 2,3 % du PIB dès que la crise s'éloignera, pour ne pas compromettre les progrès réalisés pendant le programme et pour garantir la viabilité de la dette. Dans ces conditions, le risque de surendettement de la Côte d'Ivoire resterait modéré.

23. Dans ce contexte, les services du FMI appuient la requête des autorités qui sollicitent un décaissement de 650,4 millions de DTS (100 % de la quote-part) au titre de la facilité de crédit rapide et de l'instrument de financement rapide. L'approbation des services du FMI se fonde sur la gravité des effets de la pandémie, sur les mesures existantes et celles que les autorités envisagent pour faire face à ce choc extérieur, sur le besoin urgent de financement de la balance des paiements et sur les engagements des autorités en faveur d'une politique budgétaire prudente, ainsi que leur bilan satisfaisant, qui atténueront tout risque éventuel pour le FMI.

Tableau 1. Côte d'Ivoire : principaux indicateurs économiques, 2018–25

	2018		2019		2020			2021	2022	2023	2024	2025	
	Est.	Prog.	Prog.	Proj.	Prog.	Proj.	Proj.						
	PIB 1996		PIB 2015		PIB 1996			PIB 2015			COVID-19 ^{1/}		
	(variation annuelle en pourcentage, sauf indication contraire)												
Revenu national													
PIB à prix constants	6,8	7,5	...	6,9	7,3	...	6,7	2,7	8,7	7,5	7,4	6,4	6,2
Déflateur du PIB	0,2	1,0	...	0,5	1,7	...	1,0	1,0	1,2	1,4	1,6	1,8	1,8
Indice des prix à la consommation (moyenne annuelle)	0,4	1,0	...	0,8	2,0	...	1,2	1,2	1,4	1,6	1,8	2,0	2,0
Secteur extérieur (sur la base du franc CFA)													
Exportations de biens, f.à.b., en prix courants	-4,1	10,3	...	11,0	5,4	...	11,1	-7,6	12,3	10,3	10,6	8,8	7,0
Importations de biens, f.à.b., à prix courants	6,4	6,8	...	1,8	5,5	...	10,3	-7,8	7,7	9,3	9,2	8,6	6,8
Volume des exportations	-2,1	7,9	...	10,3	7,6	...	6,2	1,1	16,2	11,9	9,8	8,2	6,8
Volume des importations	2,3	4,5	...	-2,1	6,8	...	11,0	2,7	8,7	8,4	8,0	7,1	6,7
Termes de l'échange (- = dégradation)	-10,4	0,0	...	-2,3	-0,8	...	5,3	1,9	-2,5	-2,2	-0,3	-0,8	0,1
Taux de change effectif nominal	2,8	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Taux de change effectif réel (- = dépréciation)	1,0	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Opérations de l'administration centrale													
Total des recettes et dons	5,3	10,4	...	8,3	8,6	...	8,0	0,6	13,4	8,0	8,8	7,1	7,5
Total des dépenses	3,4	6,0	...	4,1	8,7	...	8,2	18,5	-2,6	7,8	8,1	7,3	7,6
	(variation en pourcentage de la monnaie au sens large en début de période, sauf indication contraire)												
Monnaie et crédit													
Monnaie et quasi-monnaie (M2)	13,5	11,6	...	11,0	7,3	...	4,8	0,4	11,8	8,8	8,4	8,7	9,7
Avoirs extérieurs nets	3,0	2,7	...	4,5	0,2	...	3,8	0,2	5,7	2,7	2,0	2,2	3,1
Avoirs intérieurs nets	10,6	8,9	...	6,5	7,1	...	5,5	4,6	6,1	6,1	6,4	6,5	6,6
Dont : secteur public	3,7	1,0	...	4,6	-1,7	...	-1,8	-1,8	-0,6	-0,5	-0,4	-0,3	-0,3
secteur privé	7,8	7,9	...	4,1	8,8	...	7,2	6,2	6,8	6,6	6,7	6,8	6,9
Crédit à l'économie (en pourcentage)	11,3	11,6	...	6,1	13,0	...	10,0	4,4	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
	(en pourcentage du PIB, sauf indication contraire)												
Opérations de l'administration centrale													
Total des recettes et dons	14,9	20,3	15,3	15,0	20,2	15,4	15,0	14,5	15,0	14,8	14,8	14,6	14,6
Total des recettes	14,1	19,1	14,4	14,2	19,0	14,5	14,1	13,6	14,2	14,3	14,3	14,5	14,5
Total des dépenses	17,8	23,3	17,6	17,3	23,2	17,7	17,3	19,7	17,5	17,3	17,1	16,9	16,9
Solde global, dons compris, base ordonnancements	-2,9	-3,0	-2,3	-2,3	-3,0	-2,3	-2,3	-5,2	-2,5	-2,4	-2,3	-2,3	-2,3
Solde primaire de base ^{2/}	-0,3	0,6	0,5	-0,1	1,0	0,8	0,8	-1,7	0,6	0,5	0,5	0,7	0,6
Investissement brut	22,3	22,0	16,6	22,9	23,1	17,6	23,2	23,0	23,6	23,8	23,7	23,4	23,4
Administration centrale	4,8	6,7	5,0	4,4	7,0	5,3	4,4	4,6	4,6	4,5	4,4	4,1	4,1
Hors secteur public	17,5	15,3	11,5	18,6	16,0	12,2	18,8	18,5	19,0	19,3	19,3	19,3	19,3
Épargne intérieure brute	21,8	23,3	17,6	24,2	24,4	18,6	24,8	23,8	25,1	25,3	25,5	25,3	25,3
Administration centrale	1,8	3,1	2,3	2,1	3,5	2,8	2,2	-0,3	2,3	2,5	2,6	2,6	2,7
Hors secteur public	20,0	20,1	15,1	22,1	20,9	15,9	22,5	24,2	22,7	22,8	22,9	22,7	22,5
Épargne nationale brute	18,1	18,0	13,6	20,2	19,2	14,6	20,6	19,8	21,1	21,3	21,5	21,4	21,3
Administration centrale	1,9	3,1	2,3	2,1	3,4	2,6	2,1	-0,6	2,1	2,0	2,1	1,8	1,8
Hors secteur public	16,2	14,9	11,2	18,2	15,9	12,1	18,5	20,4	19,0	19,3	19,5	19,5	19,5
Solde du secteur extérieur													
Solde courant (transferts officiels inclus)	-3,6	-4,0	-3,0	-2,7	-3,8	-2,9	-2,5	-3,3	-2,5	-2,4	-2,1	-2,1	-2,1
Solde courant (hors transferts officiels)	-4,4	-5,2	-3,9	-3,5	-5,0	-3,8	-3,5	-4,2	-3,3	-3,0	-2,6	-2,3	-2,2
Solde global	0,6	1,0	0,4	1,2	0,2	-0,3	-0,3	-3,6	1,7	0,8	0,6	0,6	0,9
Dettes du secteur public													
Dettes de l'administration centrale (brute)	39,7	52,6	39,6	37,8	49,9	38,1	38,2	42,1	40,7	39,8	38,8	38,1	37,8
Dettes de l'administration centrale (hors C2D)	37,1	50,0	37,7	35,8	48,1	36,7	36,8	40,6	39,8	39,3	38,7	38,1	37,8
Dettes extérieures	27,2	37,7	28,4	26,5	37,2	28,6	28,6	31,3	30,7	30,1	29,3	28,4	27,4
Dettes extérieures (hors C2D)	24,2	34,7	26,1	24,3	35,0	26,7	26,9	29,6	29,6	29,5	29,1	28,3	27,4
Service de la dette extérieure exigible (milliards de FCFA)	599	706	706	752	741	741	742	602	772	860	945	1143	1362
Pourcentage des exportations de biens et services	8,3	9,0	9,0	9,4	9,0	9,0	8,3	8,1	9,2	9,3	9,3	10,3	11,5
Pourcentage des recettes de l'État	13,3	14,3	14,3	15,4	13,8	13,8	14,2	12,4	13,8	14,0	14,1	15,6	17,2
Pour mémoire :													
PIB nominal (milliards de FCFA)	32 063	25 956	34 447	34 447	28 309	37 122	37 122	35 731	39 305	42 833	46 751	50 637	54 743
Taux de change nominal (FCFA/\$EU, moy. de la période)	555	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
PIB nominal aux prix du marché (milliards de dollars)	57,7	44,4	58,8	58,8	48,4	63,0	63,0	60,7	67,5	73,9	80,6	87,3	94,4
Population (millions)	25,6	26,3	26,3	26,3	27,0	27,0	27,0	27,7	28,4	29,1	29,9	30,6	30,6
PIB nominal par habitant (milliards de FCFA)	1 252	988	1 311,0	1 311	1 050	1 377	1 377	1 325	1 421	1 509	1 606	1 695	1 786
PIB nominal par habitant (dollars)	2 254	1 691	2 237,6	2 238	1 794	2 337	2 337	2 252	2 439	2 603	2 769	2 924	3 081
Croissance du PIB réel par habitant (pourcentage)	4,1	4,8	4,2	4,2	4,6	4,0	4,0	0,1	5,9	4,7	4,7	3,7	3,5

Sources : autorités ivoiriennes ; estimations et projections des services du FMI.

^{1/} Par rapport à la colonne relative au programme, cette colonne se fonde sur les comptes nationaux rebasés et d'une révision à la baisse, avant la crise, des recettes fiscales.^{2/} Recettes totales moins dépenses totales hors intérêts et dépenses d'investissement financées sur ressources extérieures.

Tableau 2a. Côte d'Ivoire : opérations budgétaires de l'administration centrale, 2017–25
(En milliards de francs CFA, sauf indication contraire)

	2017	2018	2019		2020			2021	2022	2023	2024	2025
			Prog.	Est.	Prog.	Proj. Pré-COVID-19 ^{1/}	Proj.	Projections				
Total des recettes et dons	4 523,4	4 764,1	5 259,0	5 158,5	5 711,4	5 570,9	5 189,3	5 885,8	6 358,6	6 919,5	7 412,3	7 967,7
Total des recettes	4 257,3	4 517,9	4 945,3	4 883,6	5 370,7	5 230,2	4 848,6	5 586,8	6 128,2	6 707,9	7 318,0	7 937,7
Recettes fiscales	3 660,8	3 882,4	4 299,4	4 205,4	4 742,1	4 601,6	4 220,0	4 932,2	5 395,0	5 907,6	6 451,2	7 000,6
Impôts non pré-affectés	3 458,1	3 651,1	4 056,6	3 972,3	4 487,5	4 309,9	3 952,1	4 668,9	5 108,0	5 594,4	6 082,0	6 601,5
Impôts directs	948,3	1 093,9	1 203,6	1 139,7	1 364,6	1 261,3	1 199,0	1 247,2	1 370,6	1 496,0	1 614,9	1 751,8
Impôts indirects	2 509,8	2 557,2	2 852,9	2 832,6	3 122,9	3 048,7	2 753,1	3 421,7	3 737,4	4 098,4	4 467,2	4 849,7
Impôts pré-affectés	202,7	231,2	242,8	233,1	254,5	291,7	239,3	263,3	286,9	313,2	369,2	399,1
Recettes non fiscales	596,5	635,6	645,9	678,2	628,7	628,7	628,6	654,6	733,2	800,3	866,8	937,1
Dons, dont :	266,1	246,2	313,7	274,9	340,7	340,7	340,7	299,0	230,5	211,6	94,2	30,0
Dons-projet	115,2	87,4	143,9	107,4	171,4	171,4	171,4	140,0	70,0	50,0	40,0	30,0
Total des dépenses	5 521,8	5 708,2	6 049,2	5 943,8	6 574,2	6 433,8	7 044,5	6 864,2	7 402,3	8 000,2	8 582,4	9 235,6
Dépenses courantes	3 995,0	4 161,0	4 452,8	4 444,6	4 758,0	4 795,2	5 414,7	5 075,8	5 497,4	5 959,6	6 500,4	6 997,4
Traitements et salaires	1 512,3	1 621,9	1 720,8	1 703,0	1 770,2	1 770,2	1 770,2	1 910,8	1 986,0	2 119,7	2 221,1	2 374,9
Prestations de sécurité sociale	263,7	296,3	323,7	331,4	346,1	346,1	346,1	465,1	535,8	607,8	717,3	807,4
Subventions et autres transferts courants	430,1	403,7	420,2	431,1	427,2	427,2	366,0	500,8	598,2	660,7	744,6	790,3
Autres dépenses courantes	1 060,8	1 141,0	1 176,9	1 170,3	1 239,8	1 239,8	1 325,5	1 338,8	1 447,1	1 565,8	1 695,9	1 833,4
Dépenses correspondant aux impôts pré-affectés	202,7	231,2	242,8	233,1	254,5	291,7	239,3	263,3	286,9	313,2	369,2	399,1
Dépenses liées à la crise ^{2/}	145,7	32,6	36,2	54,7	95,9	95,9	654,5	5,0	5,0	5,0	5,0	5,0
Intérêts exigibles	379,5	434,2	532,1	521,0	624,3	624,3	713,1	592,1	638,4	687,4	747,2	787,3
Sur la dette intérieure	203,6	206,1	211,6	221,7	238,8	238,8	261,7	191,3	201,4	215,2	239,2	249,3
Sur la dette extérieure	175,8	228,0	320,5	299,3	385,5	385,5	451,3	400,8	437,0	472,2	508,0	538,1
Dépenses en capital	1 526,8	1 547,2	1 596,4	1 499,2	1 816,1	1 638,6	1 629,7	1 788,3	1 904,9	2 040,6	2 082,0	2 238,2
Financées sur ressources intérieures	927,2	891,2	860,5	977,3	950,5	773,0	764,1	884,7	1 066,6	1 212,6	1 219,1	1 377,0
Financées sur ressources extérieures, dont	599,6	656,0	735,9	521,9	865,6	865,6	865,6	903,7	838,3	828,0	862,9	861,1
Financées par des prêts extérieurs	484,4	568,6	592,0	414,5	694,2	694,2	694,2	763,7	768,3	778,0	822,9	831,1
Solde primaire de base	-281,4	-99,2	164,0	-17,3	286,5	286,4	-617,1	218,4	202,5	223,1	345,8	350,6
Solde budgétaire (dons inclus)	-998,3	-944,2	-790,2	-785,3	-862,8	-862,8	-1 855,2	-978,4	-1 043,7	-1 080,8	-1 170,1	-1 267,9
Solde budgétaire (hors dons)	-1 264,5	-1 190,3	-1 103,9	-1 060,2	-1 203,5	-1 203,5	-2 195,9	-1 277,4	-1 274,2	-1 292,3	-1 264,3	-1 297,9
Variation du fonds en route (hors service de la dette)	-200,2	-109,7	-25,0	106,2	-25,0	-25,0	-25,0	-25,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde global (base caisse)	-1 198,5	-1 053,9	-815,2	-679,1	-887,8	-887,8	-1 880,2	-1 003,4	-1 043,7	-1 080,8	-1 170,1	-1 267,9
Financement	1 198,5	1 053,9	815,2	679,1	887,8	887,8	1 880,2	1 003,4	1 043,7	1 080,8	1 170,1	1 267,9
Financement intérieur	74,3	136,5	-202,0	144,7	-246,4	-246,4	-250,1	-39,5	-20,7	5,1	10,5	36,0
Financement bancaire (net)	65,9	203,0	-65,3	220,7	-372,9	-372,9	-268,0	-59,2	-42,2	-18,3	-14,9	8,5
Financement non bancaire (net)	8,5	-66,5	-136,7	-76,0	126,6	126,6	17,9	19,7	21,5	23,4	25,4	27,4
Financement extérieur	1 124,2	917,4	939,1	532,6	978,0	978,0	859,6	1 042,9	1 064,4	1 075,7	1 159,6	1 231,9
Financement régional (UEMOA)	96,7	-551,6	79,2	-202,8	13,5	11,9	141,5	46,8	121,2	164,0	356,2	619,5
Financement étranger (net)	1 027,4	1 469,0	859,9	735,4	964,6	964,6	718,1	996,1	943,2	911,7	803,5	612,4
Écart de financement (+ = déficit, - = excédent)	0,0	0,0	78,1	0,0	156,1	157,7	1 270,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Financement attendu (hors FMI)	...	...	0,0	0,0	0,0	0,0	158,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Financement du FMI, dont :	...	...	78,1	0,0	156,1	157,7	686,0	...	...	...	...	...
FMI-FEC ^{3/}	...	...	26,0	0,0	52,0	52,6	52,4	...	...	...	...	...
FMI-MEDC ^{3/}	...	...	52,1	0,0	104,1	105,1	104,9	...	...	...	...	...
FMI-FCR ^{3/}	...	...	...	...	...	...	176,2	...	...	...	...	...
FMI-IFR ^{3/}	...	...	...	...	...	...	352,5	...	...	...	...	...
Écart de financement résiduel	...	...	...	...	...	...	425,7	...	...	...	...	...
Pour mémoire :												
PIB nominal	29 955	32 063	25 956	34 447	28 309	37 122	35 731	39 305	42 833	46 751	50 637	54 743
Dette extérieure (administration centrale)	6 765	8 723	9 786	9 141	10 528	10 604	11 192	12 067	12 898	13 712	14 398	15 026
Dépenses en faveur des populations pauvres (y compris financées sur ressources extérieures)	2 110	2 361	2 505	2 505	2 761	2 737	2 635	2 937	3 201	3 494	3 784	4 091

Sources : autorités ivoiriennes ; estimations et projections des services du FMI.

^{1/} Par rapport à la colonne relative au programme, cette colonne se fonde sur les comptes nationaux rebasés et d'une révision à la baisse, avant la crise, des recettes fiscales.

^{2/} En 2017, inclut des paiements ponctuels aux militaires de 101 milliards de FCFA. En 2020, inclut des mesures pour faire face à la pandémie de COVID-19.

^{3/} Dans la zone FCFA, les ressources du FMI sont déposées à la banque centrale régionale, qui remet un crédit équivalent en FCFA à l'État concerné.

Tableau 2b. Côte d'Ivoire : opérations budgétaires de l'administration centrale, 2017–25
(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	2017	2018		2019			2020			2021	2022	2023	2024	2025
		Est.	Prog.	Prog.	Prog.	Prog.	Prog.	Proj.	Proj.					
		PIB 1996 ² /PIB 2015			PIB 1996	PIB 2015	COVID-19 ^{1/}	Proj.						
Total des recettes et dons	15,1	14,9	20,3	15,3	15,0	20,2	15,4	15,0	14,5	15,0	14,8	14,8	14,6	14,6
Total des recettes	14,2	14,1	19,1	14,4	14,2	19,0	14,5	14,1	13,6	14,2	14,3	14,3	14,5	14,5
Recettes fiscales	12,2	12,1	16,6	12,5	12,2	16,8	12,8	12,4	11,8	12,5	12,6	12,6	12,7	12,8
Impôts non pré-affectés	11,5	11,4	15,6	11,8	11,5	15,9	12,1	11,6	11,1	11,9	11,9	12,0	12,0	12,1
Impôts directs	3,2	3,4	4,6	3,5	3,3	4,8	3,7	3,4	3,4	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2
Impôts indirects	8,4	8,0	11,0	8,3	8,2	11,0	8,4	8,2	7,7	8,7	8,7	8,8	8,8	8,9
Impôts pré-affectés	0,7	0,7	0,9	0,7	0,7	0,9	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Recettes non fiscales	2,0	2,0	2,5	1,9	2,0	2,2	1,7	1,7	1,8	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
Dons, dont :	0,9	0,8	1,2	0,9	0,8	1,2	0,9	0,9	1,0	0,8	0,5	0,5	0,2	0,1
Dons-projet	0,4	0,3	0,6	0,4	0,3	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,2	0,1	0,1	0,1
Total des dépenses	18,4	17,8	23,3	17,6	17,3	23,2	17,7	17,3	19,7	17,5	17,3	17,1	16,9	16,9
Dépenses courantes	13,3	13,0	17,2	12,9	12,9	16,8	12,8	12,9	15,2	12,9	12,8	12,7	12,8	12,8
Traitements et salaires	5,0	5,1	6,6	5,0	4,9	6,3	4,8	4,8	5,0	4,9	4,6	4,5	4,4	4,3
Prestations de sécurité sociale	0,9	0,9	1,2	0,9	1,0	1,2	0,9	0,9	1,0	1,2	1,3	1,3	1,4	1,5
Subventions et autres transferts courants	1,4	1,3	1,6	1,2	1,3	1,5	1,2	1,2	1,0	1,3	1,4	1,4	1,5	1,4
Autres dépenses courantes	3,5	3,6	4,5	3,4	3,4	4,4	3,3	3,3	3,7	3,4	3,4	3,3	3,3	3,3
Dépenses correspondant aux impôts pré-affectés	0,7	0,7	0,9	0,7	0,7	0,9	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
Dépenses liées à la crise ^{2/}	0,5	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Intérêts exigibles	1,3	1,4	2,0	1,5	1,5	2,2	1,7	1,7	2,0	1,5	1,5	1,5	1,5	1,4
Sur la dette intérieure	0,7	0,6	0,8	0,6	0,6	0,8	0,6	0,6	0,7	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Sur la dette extérieure	0,6	0,7	1,2	0,9	0,9	1,4	1,0	1,0	1,3	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0
Dépenses en capital	5,1	4,8	6,2	4,6	4,4	6,4	4,9	4,4	4,6	4,5	4,4	4,4	4,1	4,1
Financées sur ressources intérieures	3,1	2,8	3,3	2,5	2,8	3,4	2,6	2,1	2,1	2,3	2,5	2,6	2,4	2,5
Financées sur ressources extérieures, dont :	2,0	2,0	2,8	2,1	1,5	3,1	2,3	2,3	2,4	2,3	2,0	1,8	1,7	1,6
Financées par des prêts extérieurs	1,6	1,8	2,3	1,7	1,2	2,5	1,9	1,9	1,9	1,9	1,8	1,7	1,6	1,5
Solde primaire de base	-0,9	-0,3	0,6	0,5	-0,1	1,0	0,8	0,8	-1,7	0,6	0,5	0,5	0,7	0,6
Solde budgétaire (dons inclus)	-3,3	-2,9	-3,0	-2,3	-2,3	-3,0	-2,3	-2,3	-5,2	-2,5	-2,4	-2,3	-2,3	-2,3
Solde budgétaire (hors dons)	-4,2	-3,7	-4,3	-3,2	-3,1	-4,3	-3,2	-3,2	-6,1	-3,2	-3,0	-2,8	-2,5	-2,4
Variation du fonds en route (hors service de la dette)	-0,7	-0,3	-0,1	-0,1	0,3	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde global (base caisse)	-4,0	-3,3	-3,1	-2,4	-2,0	-3,1	-2,4	-2,4	-5,3	-2,6	-2,4	-2,3	-2,3	-2,3
Financement	4,0	3,3	3,1	2,4	2,0	3,1	2,4	2,4	5,3	2,6	2,4	2,3	2,3	2,3
Financement intérieur	0,2	0,4	-0,8	-0,6	0,4	-0,9	-0,7	-0,7	-0,7	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,1
Financement bancaire (net)	0,2	0,6	-0,3	-0,2	0,6	-1,3	-1,0	-1,0	-0,8	-0,2	-0,1	0,0	0,0	0,0
Financement non bancaire (net)	0,0	-0,2	-0,5	-0,4	-0,2	0,4	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Financement extérieur	3,8	2,9	3,6	2,7	1,5	3,5	2,6	2,6	2,4	2,7	2,5	2,3	2,3	2,3
Financement régional (UEMOA)	0,3	-1,7	0,3	0,2	-0,6	0,0	0,0	0,0	0,4	0,1	0,3	0,4	0,7	1,1
Financement étranger (net)	3,4	4,6	3,3	2,5	2,1	3,4	2,6	2,6	2,0	2,5	2,2	2,0	1,6	1,1
Écart de financement (+ = déficit, - = excédent)	0,0	0,0	0,3	0,2	0,0	0,6	0,4	0,4	3,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Financement attendu (hors FMI)	...	...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Financement du FMI, dont :	...	...	0,3	0,2	0,0	0,6	0,4	0,4	1,9	...	...	...	...	...
FMI-FEC ^{3/}	...	...	0,1	0,1	0,0	0,2	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
FMI-MEDC ^{3/}	...	...	0,2	0,2	0,0	0,4	0,3	0,3	0,3	...	...	...	...	...
FMI-FCR ^{3/}	...	...	...	...	...	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...
FMI-IFR ^{3/}	...	...	...	...	...	...	...	...	1,0	...	...	...	...	...
Écart de financement résiduel	...	...	...	...	...	...	...	...	1,2	...	...	...	...	...
Pour mémoire :														
Dette extérieure (administration centrale)	22,6	27,2	37,7	28,4	26,5	37,2	28,4	28,6	31,3	30,7	30,1	29,3	28,4	27,4
Dépenses en faveur des populations pauvres (y compris financées sur ressources extérieures)	7,0	7,4	9,7	7,3	7,3	9,8	7,4	7,4	7,4	7,5	7,5	7,5	7,5	7,5

^{1/} Par rapport à la colonne relative au programme, cette colonne se fonde sur les comptes nationaux rebasés et d'une révision à la baisse, avant la crise, des recettes fiscales.

^{2/} En 2017, inclut des paiements ponctuels aux militaires de 101 milliards de FCFA. En 2020, inclut des mesures pour faire face à la pandémie de COVID-19.

^{3/} Dans la zone FCFA, les ressources du FMI sont déposées à la banque centrale régionale, qui remet un crédit équivalent en FCFA à l'État concerné.

Tableau 3a. Côte d'Ivoire : balance des paiements, 2016–25

(En milliards de francs CFA, sauf indication contraire)

	2016	2017	2018		2019		2020		2021	2022	2023	2024	2025
			Est.	Prog.	Prog.	Prog.	Proj.	Proj.					
								Pré- COVID-19 ^{1/}			Projection		
Compte courant	-246	-609	-1 154	-1 037	-928	-1 086	-945	-1 177	-990	-1 037	-1 003	-1 053	-1 154
Compte courant, hors dons	-538	-875	-1 400	-1 351	-1 203	-1 426	-1 286	-1 517	-1 289	-1 267	-1 215	-1 148	-1 184
Balance commerciale	1 818	1 959	1 364	1 591	1 996	1 673	2 281	1 857	2 312	2 604	2 966	3 242	3 478
Exportations, f.à.b.	6 449	6 900	6 620	7 231	7 348	7 624	8 191	6 791	7 623	8 407	9 300	10 120	10 827
Dont : cacao	2 740	2 905	2 532	2 777	2 899	2 854	3 473	3 107	3 030	3 004	3 139	3 244	3 305
Dont : pétrole brut et produits pétroliers raffinés	868	806	952	1 187	1 251	1 107	1 077	751	808	887	953	1 011	1 030
Importations, f.à.b.	4 631	4 940	5 256	5 640	5 352	5 951	5 911	4 934	5 312	5 803	6 334	6 878	7 348
Dont : pétrole brut et produits pétroliers raffinés	872	925	1 318	1 352	1 289	1 317	1 282	792	922	1 079	1 246	1 408	1 497
Services (net)	-1 179	-1 375	-1 303	-1 257	-1 550	-1 299	-1 708	-1 572	-1 729	-1 927	-2 104	-2 279	-2 463
Revenu primaire (net)	-638	-894	-905	-1 065	-996	-1 133	-1 073	-1 033	-1 101	-1 199	-1 304	-1 409	-1 512
Dont : intérêts sur la dette publique	-177	-176	-228	-321	-299	-386	-386	-451	-401	-437	-472	-508	-538
Revenu secondaire (net)	-246	-300	-309	-306	-379	-326	-445	-429	-472	-514	-561	-608	-657
Administrations publiques	83	89	87	170	168	169	169	169	159	160	162	54	0
Autres secteurs	-329	-389	-396	-476	-546	-496	-650	-598	-631	-674	-723	-662	-657
Compte de capital et d'opérations financières	26	929	1 403	1 190	1 354	969	848	-95	1 658	1 392	1 288	1 382	1 664
Compte de capital	111	112	85	143	107	172	171	171	140	70	50	40	30
Compte d'opérations financières (hors financements exceptionnels)	-85	817	1 319	1 047	1 247	797	677	-266	1 518	1 322	1 238	1 342	1 634
Investissement direct étranger	325	174	264	360	360	388	418	71	519	565	561	682	737
Investissement de portefeuille (net)	349	784	889	492	1 279	459	737	353	563	603	629	729	864
Acquisition d'actifs financiers	-23	-29	-85	-48	-31	-40	238	36	39	43	47	51	55
Accumulation de passifs	372	813	974	540	1 310	500	499	317	523	561	582	678	810
Dont : Euro-obligations	0	1 144	1 115	500	1 411	493	493	246	500	500	500	500	500
Autres investissements (net)	-758	-137	167	195	-392	-50	-478	-614	436	153	48	-68	33
Officiels (net)	6	402	441	347	-688	459	459	459	483	430	399	291	100
dont : Prêts-projet	262	486	569	592	415	694	694	694	764	768	778	823	831
dont : Amortissement échu de l'administration centrale	-270	-711	-290	-342	-1 185	-392	-392	-392	-268	-325	-366	-519	-719
dont : Acquisition nette d'actifs financiers	0	0	0	-13	-13	-13	-13	-13	-13	-13	-13	-13	-13
Non officiels (net)	-784	-645	-255	-152	297	-509	-937	-1 073	-47	-277	-351	-359	-67
Erreurs et omissions	-54	45	-49	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Solde global	-273	366	201	153	426	-117	-97	-1 271	668	355	284	329	510
Financement	271	-371	-202	-153	-426	117	97	1 271	-668	-355	-284	-329	-510
Avoirs de réserve, position de réserve auprès du FMI comprise	255	-371	-202	-231	-428	-39	-61	1	-668	-355	-284	-329	-510
Compte d'opérations FMI (net)	230	-462	-274	-225	-500	47	25	86	-564	-257	-178	-214	-405
Décassements	24	91	72	-7	72	-86	-86	-86	-103	-98	-106	-115	-105
Remboursements	57	146	156	79	157	...	...	...	...	...	...	...	...
Écart de financement	-33	-63	-82	-85	-85	-86	-86	-86	-103	-98	-106	-115	-105
Financement attendu (hors FMI)	16,5	0,0	0,0	78,1	1,7	156,1	157,7	1270,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Financement du FMI, dont :	...	...	...	78,1	0,0	156,1	157,7	686,0	...	...	...	...	...
FMI-FEC ^{2/}	...	...	...	26,0	0,0	52,0	52,6	52,4	...	...	...	...	...
FMI-MEDC ^{2/}	...	...	...	52,1	0,0	104,1	105,1	104,9	...	...	...	...	...
FMI-FCR ^{2/}	...	...	...	...	...	...	...	176,2	...	...	...	...	...
FMI-IFR ^{2/}	...	...	...	...	...	...	...	352,5	...	...	...	...	...
Écart de financement résiduel	...	...	...	...	...	...	...	425,7	...	...	...	...	...
Pour mémoire :													
Solde global (pourcentage du PIB)	-1,0	1,2	0,6	0,6	1,2	-0,4	-0,3	-3,6	1,7	0,8	0,6	0,6	0,9
Compte courant, dons compris (pourcentage du PIB)	-0,9	-2,0	-3,6	-4,0	-2,7	-3,8	-2,5	-3,3	-2,5	-2,4	-2,1	-2,1	-2,1
Compte courant, hors dons (pourcentage du PIB)	-1,9	-2,9	-4,4	-5,2	-3,5	-5,0	-3,5	-4,2	-3,3	-3,0	-2,6	-2,3	-2,2
Balance commerciale (pourcentage du PIB)	6,4	6,5	4,3	6,1	5,8	5,9	6,1	5,2	5,9	6,1	6,3	6,4	6,4
Réerves officielles brutes de l'UEMOA (milliards de dollars)	10,5	13,0	14,9	...	17,7	...	...	...	...	...	...	...	...
(pourcentage de la monnaie au sens large)	60,6	69,8	69,1	...	70,8	...	...	...	...	...	...	...	...
(mois d'importations de biens et services hors facteurs de l'UEMOA)	3,9	3,8	4,3	...	4,6	...	...	...	...	...	...	...	...
PIB nominal (en milliards de francs CFA)	28 424	29 955	32 063	25 956	34 447	28 309	37 122	35 731	39 305	42 833	46 751	50 637	54 743
Taux de change moyen (FCFA/\$EU)	592,6	580,7	555,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Taux de change (FCFA/\$EU), fin de période	622,3	546,9	562,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

Sources : autorités ivoiriennes ; estimations et projections des services du FMI.

^{1/} Par rapport à la colonne relative au programme, cette colonne se fonde sur les comptes nationaux rebasés et d'une révision à la baisse, avant la crise, des recettes fiscales.^{2/} Dans la zone FCFA, les ressources du FMI sont déposées à la banque centrale régionale, qui remet un crédit équivalent en FCFA à l'État concerné.

Tableau 3b. Côte d'Ivoire : balance des paiements, 2018–25

(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	2018		2019		2020				2021	2022	2023	2024	2025
	Est.	Prog.	Prog.	Proj.	Prog.	Prog.	Proj.						
	PIB 1996 'IB 2015		PIB 1996 'IB 2015		PIB 1996 'IB 2015		Proj. Pré- COVID-19 ^{1/}						
Compte courant	-3,6	-4,0	-3,0	-2,7	-3,8	-2,9	-2,5	-3,3	-2,5	-2,4	-2,1	-2,1	-2,1
Compte courant, hors dons	-4,4	-5,2	-3,9	-3,5	-5,0	-3,8	-3,5	-4,2	-3,3	-3,0	-2,6	-2,3	-2,2
Balance commerciale	4,3	6,1	4,6	5,8	5,9	4,5	6,1	5,2	5,9	6,1	6,3	6,4	6,4
Exportations, f.à.b.	20,6	27,9	21,0	21,3	26,9	20,5	22,1	19,0	19,4	19,6	19,9	20,0	19,8
Dont : cacao	7,9	10,7	8,1	8,4	10,1	7,7	9,4	8,7	7,7	7,0	6,7	6,4	6,0
Dont : pétrole brut et produits pétroliers raffinés	3,0	4,6	3,4	3,6	3,9	3,0	2,9	2,1	2,1	2,1	2,0	2,0	1,9
Importations, f.à.b.	16,4	21,7	16,4	15,5	21,0	16,0	15,9	13,8	13,5	13,5	13,5	13,6	13,4
Dont : pétrole brut et produits pétroliers raffinés	4,1	5,2	3,9	3,7	4,7	3,5	3,5	2,2	2,3	2,5	2,7	2,8	2,7
Services (net)	-4,1	-4,8	-3,6	-4,5	-4,6	-3,5	-4,6	-4,4	-4,4	-4,5	-4,5	-4,5	-4,5
Revenu primaire (net)	-2,8	-4,1	-3,1	-2,9	-4,0	-3,1	-2,9	-2,9	-2,8	-2,8	-2,8	-2,8	-2,8
Dont : intérêts sur la dette publique	-0,7	-1,2	-0,9	-0,9	-1,4	-1,0	-1,0	-1,3	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0	-1,0
Revenu secondaire (net)	-1,0	-1,2	-0,9	-1,1	-1,2	-0,9	-1,2	-1,2	-1,2	-1,2	-1,2	-1,2	-1,2
Administrations publiques	0,3	0,7	0,5	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,3	0,1	0,0
Autres secteurs	-1,2	-1,8	-1,4	-1,6	-1,8	-1,3	-1,8	-1,7	-1,6	-1,6	-1,5	-1,3	-1,2
Compte de capital et d'opérations financières	4,4	4,6	3,5	3,9	3,4	2,6	2,3	-0,3	4,2	3,2	2,8	2,7	3,0
Compte de capital	0,3	0,6	0,5	0,3	0,6	0,5	0,5	0,5	0,4	0,2	0,1	0,1	0,1
Compte d'opérations financières	4,1	4,0	3,0	3,6	2,8	2,1	1,8	-0,7	3,9	3,1	2,6	2,7	3,0
Investissement direct étranger	0,8	1,4	1,0	1,0	1,4	1,0	1,1	0,2	1,3	1,3	1,2	1,3	1,3
Investissement de portefeuille (net)	2,8	1,9	1,4	3,7	1,6	1,2	2,0	1,0	1,4	1,4	1,3	1,4	1,6
Acquisition d'actifs financiers	-0,3	-0,2	-0,1	-0,1	-0,1	-0,1	0,6	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Accumulation de passifs	3,0	2,1	1,5	3,8	1,8	1,3	1,3	0,9	1,3	1,3	1,2	1,3	1,5
Dont : Euro-obligations	3,5	1,9	1,4	4,1	1,7	1,3	1,3	0,7	1,3	1,2	1,1	1,0	0,9
Autres investissements (net)	0,5	0,8	0,6	-1,1	-0,2	-0,1	-1,3	-0,7	1,1	0,4	0,1	-0,1	0,1
Officiels (net)	1,4	1,3	1,0	-2,0	1,6	1,2	1,2	1,3	1,2	1,0	0,9	0,6	0,2
dont : Prêts-projet	1,8	2,3	1,7	1,2	2,5	1,9	1,9	1,9	1,9	1,8	1,7	1,6	1,5
dont : Amortissement échu de l'administration centrale	-0,9	-1,3	-1,0	-3,4	-1,4	-1,1	-1,1	-1,1	-0,7	-0,8	-0,8	-1,0	-1,3
dont : Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	-0,1	-0,1	0,0	0,0	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0
Non officiels (net)	-0,8	-0,6	-0,4	0,9	-1,8	-1,4	-2,5	-3,0	-0,1	-0,6	-0,8	-0,7	-0,1
Erreurs et omissions	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Solde global	0,6	0,6	0,4	1,2	-0,4	-0,3	-0,3	-3,6	1,7	0,8	0,6	0,6	0,9
Financement	-0,6	-0,6	-0,4	-1,2	0,4	0,3	0,3	3,6	-1,7	-0,8	-0,6	-0,7	-0,9
Avoirs de réserve, position de réserve auprès du FMI comprise	-0,6	-0,9	-0,7	-1,2	-0,1	-0,1	-0,2	0,0	-1,7	-0,8	-0,6	-0,7	-0,9
Compte d'opérations	-0,9	-0,9	-0,7	-1,5	0,2	0,1	0,1	0,2	-1,4	-0,6	-0,4	-0,4	-0,7
FMI (net)	0,2	0,0	0,0	0,2	-0,3	-0,2	-0,2	-0,2	-0,3	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2
Décaissements	0,5	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Remboursements	-0,3	-0,3	-0,2	-0,2	-0,3	-0,2	-0,2	-0,2	-0,3	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2
Écart de financement	0,0	0,3	0,2	0,0	0,6	0,4	0,4	3,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Financement attendu (hors FMI)	...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Financement du FMI, dont :	...	0,3	0,2	0,0	0,6	0,4	0,4	1,9	...	...	...	...	...
FMI-FEC ^{2/}	...	0,1	0,1	0,0	0,2	0,1	0,1	0,1	...	...	...	...	...
FMI-MEDC ^{2/}	...	0,2	0,2	0,0	0,4	0,3	0,3	0,3	...	...	...	...	...
FMI-FCR ^{2/}	...	...	...	...	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...
FMI-IFR ^{2/}	...	...	...	...	...	...	...	1,0	...	...	...	...	...
Écart de financement résiduel	...	...	...	...	...	...	...	1,2	...	...	...	...	...
Pour mémoire :													
Réserves officielles brutes de l'UEMOA (milliards de dollars)	14,9	...	...	17,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...
(pourcentage de la monnaie au sens large)	69,1	...	...	70,8	...	...	...	...	...	...	...	...	...
(mois d'importations de biens et services hors facteurs de l'UEMOA)	4,3	...	...	4,6	...	...	...	...	...	...	...	...	...
PIB nominal (en milliards de francs CFA)	32 063	25 956	34 447	34 447	28 309	37 122	37 122	35 731	39 305	42 833	46 751	50 637	39 305,2
Taux de change moyen (FCFA/\$EU)	555,4	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Taux de change (FCFA/\$EU), fin de période	562,7	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

Sources : autorités ivoiriennes ; estimations et projections des services du FMI.

^{1/} Par rapport à la colonne relative au programme, cette colonne se fonde sur les comptes nationaux rebasés et d'une révision à la baisse, avant la crise, des recettes fiscales.^{2/} Dans la zone FCFA, les ressources du FMI sont déposées à la banque centrale régionale, qui remet un crédit équivalent en FCFA à l'État concerné.

Tableau 4. Côte d'Ivoire : situation monétaire, 2016–25

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025
	Projections									
	(En milliards de FCFA)									
Avoirs extérieurs nets	1 753	1 763	2 032	2 498	2 501	3 151	3 494	3 778	4 107	4 616
Banque centrale	1 399	1 551	1 702	2 103	2 106	2 756	3 099	3 383	3 712	4 221
Banques	354	212	330	395	395	395	395	395	395	395
Avoirs intérieurs nets	6 593	7 316	8 275	8 947	8 994	9 700	10 484	11 374	12 359	13 449
Crédit net à l'État	1 727	1 983	2 320	2 794	2 513	2 442	2 371	2 322	2 274	2 226
Banque centrale	487	450	421	571	601	520	439	378	317	256
Banques	1 240	1 534	1 899	2 220	1 909	1 919	1 930	1 941	1 954	1 968
Crédit à l'économie	5 468	6 300	7 009	7 438	7 766	8 543	9 397	10 337	11 371	12 508
Crédit de campagne	425	439	752	705	753	737	731	764	790	805
Autres crédits (y compris obligations cautionnées)	5 043	5 861	6 257	6 734	7 013	7 806	8 666	9 573	10 581	11 703
Autres postes (net) (actifs = +)	-601	-967	-1 054	-1 285	-1 285	-1 285	-1 285	-1 285	-1 285	-1 285
Monnaie au sens large	8 346	9 079	10 307	11 442	11 493	12 848	13 975	15 149	16 464	18 062
Monnaie en circulation	2 500	2 521	2 671	2 980	2 878	3 217	3 499	3 793	4 123	4 523
Dépôts	5 844	6 553	7 634	8 455	8 608	9 623	10 467	11 347	12 332	13 530
Autres dépôts	3	5	3	4	4	5	5	6	6	7
Pour mémoire :										
Vitesse de circulation	3,4	3,3	3,1	3,0	3,1	3,1	3,1	3,1	3,1	3,0
	(variation en pourcentage de la monnaie au sens large en début de période)									
Avoirs extérieurs nets	-0,7	0,1	3,0	4,5	0,2	5,7	2,7	2,0	2,2	3,1
Avoirs intérieurs nets	10,8	8,7	10,6	6,5	4,6	6,1	6,1	6,4	6,5	6,6
Crédit net à l'État	3,4	3,1	3,7	4,6	-1,8	-0,6	-0,5	-0,4	-0,3	-0,3
Banque centrale	-1,0	-0,4	-0,3	1,4	-0,4	-0,7	-0,6	-0,4	-0,4	-0,4
Banques	4,4	3,5	4,0	3,1	-1,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Crédit à l'économie	8,5	10,0	7,8	4,1	6,2	6,8	6,6	6,7	6,8	6,9
Monnaie au sens large	10,1	8,8	13,5	11,0	4,8	11,8	8,8	8,4	8,7	9,7
	(variation en pourcentage de la valeur en fin d'année précédente)									
Avoirs extérieurs nets	-2,9	0,5	15,3	22,9	0,2	26,0	10,9	8,1	8,7	12,4
Avoirs intérieurs nets	14,2	11,0	13,1	8,1	0,5	7,8	8,1	8,5	8,7	8,8
Crédit net à l'État	17,5	14,9	17,0	20,4	-10,1	-2,8	-2,9	-2,1	-2,1	-2,1
Banque centrale	-13,3	-7,7	-6,3	35,5	5,3	-13,5	-15,6	-13,9	-16,2	-19,3
Banques	36,5	23,7	23,8	16,9	-14,0	0,5	0,6	0,6	0,7	0,7
Crédit à l'économie	13,3	15,2	11,3	6,1	4,4	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0
Monnaie au sens large	10,1	8,8	13,5	11,0	0,4	11,8	8,8	8,4	8,7	9,7

Sources : Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) ; estimations et projections des services du FMI.

Tableau 5. Côte d'Ivoire : indicateurs de solidité financière du secteur bancaire, 2016–19
(En pourcentage, sauf indication contraire)

	2016	2017	2018	2018	2019
			Juin	Décembre	Juin
Adéquation des fonds propres					
Ratio fonds propres réglementaires/actifs pondérés par les risques	7,9	9,0	8,9	9,5	10,2
Ratio fonds propres réglementaires T1/actifs pondérés par les risques	6,9	7,9	8,2	8,6	9,2
Ratio provisions générales/actifs pondérés en fonction des risques	7,1	6,6	6,0	5,7	5,6
Ratio fonds propres/total des actifs	4,3	5,1	5,8	6,3	6,5
Qualité des actifs					
Ratio total des crédits/total des actifs	57,3	57,3	56,6	58,8	56,2
Concentration : Ratio crédit aux 5 plus grands emprunteurs/fonds propres	129,1	108,9	98,4	87,4	68,4
Composition sectorielle des crédits ^{1/}					
Agriculture, sylviculture et pêche	6,4	8,0	8,2	9,2	6,2
Industries extractives	2,2	1,5	1,1	0,5	0,2
Industries manufacturières	24,1	23,9	21,7	23,0	22,1
Électricité, eau, gaz	8,4	11,2	12,1	13,2	9,0
Bâtiment et travaux publics	5,9	6,0	5,8	5,4	6,9
Commerce, restaurants, hôtels	27,3	21,9	25,4	25,9	27,4
Transport, stockage et communication	11,4	13,9	14,1	9,3	12,7
Assurance, immobilier, services aux entreprises	8,5	7,9	7,1	9,0	9,3
Services divers	5,8	5,7	4,5	4,5	6,3
Ratio prêts improductifs/total des prêts bruts	9,1	9,8	8,5	9,3	8,3
Ratio provisions générales/prêts improductifs	70,5	63,0	75,8	64,9	72,3
Ratio prêts improductifs nets des provisions/total des prêts	2,9	3,8	2,2	3,5	2,4
Ratio prêts improductifs nets des provisions/fonds propres	37,6	43,0	21,4	32,5	21,3
Résultats et rentabilité ^{2/}					
Coûts moyen des fonds empruntés	2,1	2,1	...	1,9	...
Taux d'intérêt moyen sur les prêts	8,9	8,6	...	7,7	...
Marge moyenne des taux d'intérêt ^{3/}	6,8	6,5	...	5,8	...
Rendement des actifs (net d'impôt)	1,6	1,4	0,8	1,3	...
Rendement des fonds propres moyens (net d'impôt)	29,2	21,5	9,6	16,5	...
Ratio dépenses hors intérêts/revenu bancaire net	57,5	55,6	53,2	59,3	...
Ratio traitements et salaires/revenu bancaire net	25,5	23,8	23,8	25,4	...
Liquidité					
Ratio actifs liquides/total des actifs	33,7	32,0	31,4	31,7	28,9
Ratio actifs liquides/total des dépôts	48,1	46,9	44,2	46,0	43,0
Ratio total des crédits/total des dépôts	87,2	89,5	85,3	90,7	89,2
Ratio total des dépôts/total des passifs	70,2	68,2	71,0	68,9	67,1

Source : BCEAO.

1 / Données provisoires communiquées conformément aux normes prudentielles Bâle II/III.

2 / Compte de résultats en périodicité semestrielle.

3 / Hors taxes sur les transactions bancaires.

Tableau 6a. Côte d'Ivoire : besoins de financement extérieur, 2016–25
(En milliards de francs CFA)

	2016	2017	2018		2019		2020	2021	2022	2023	2024	2025
			Est.	Prog.	Est.	Prog.							Projections
Besoins de financement extérieur	-530	-1 975	-2 012	-1 563	-2 257	-2 552	-1 563	-1 499	-1 490	-1 417	-1 361	
Solde courant (hors transferts officiels)	-538	-875	-1 400	-1 351	-1 203	-1 517	-1 289	-1 267	-1 215	-1 148	-1 184	
Amortissement et acquisition nette d'actifs	-270	-711	-290	-355	-1 198	-405	-280	-338	-379	-532	-731	
Remboursements au FMI	-33	-63	-82	-85	-85	-86	-103	-98	-106	-115	-105	
Capitaux privés (net)	80	136	35	453	729	-631	674	461	389	592	1 064	
Variation des réserves officielles hors FMI (– = augmentation)	230	-462	-274	-225	-500	86	-564	-257	-178	-214	-405	
Financement disponible	514	1 975	2 012	1 484	2 257	1 281	1 563	1 499	1 490	1 417	1 361	
Transferts de capitaux	111	112	85	144	107	171	140	70	50	40	30	
Financement de projets	262	486	569	592	415	694	764	768	778	823	831	
Euro-obligation	0	1 144	1 115	500	1 411	246	500	500	500	500	500	
Décaissements du FMI	57	146	156	79	157	0	0	0	0	0	0	
Transferts officiels	83	89	87	170	168	169	159	160	162	54	0	
Écart de financement	-16	0	0	-78	0	-1 271	0	0	0	0	0	
Financement attendu	...	...	...	0,0	0,0	742,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Banque mondiale	...	...	...	0,0	55,0	56,6	...	...	...	...	...
BAfD	...	...	...	0,0	0,0	0,0	...	...	...	...	...
UE	...	...	...	0,0	0,0	18,1	...	...	...	...	...
Financement du FMI ^{1/}	...	...	...	78,1	0,0	686,0	...	...	...	...	...
Financement du FMI au titre de la FEC	...	...	...	26,0	0,0	52,4	...	...	...	...	...
Financement du FMI au titre du MEDC	...	...	...	52,1	0,0	104,9	...	...	...	...	...
Financement du FMI au titre du FCR	...	...	...	...	...	176,2	...	...	...	...	...
Financement du FMI au titre de l'IFR	...	...	...	...	...	352,5	...	...	...	...	...
Écart de financement résiduel	...	...	...	...	...	425,7	...	...	...	...	...

Sources : autorités ivoiriennes ; estimations et projections des services du FMI.

1/ Les chiffres peuvent ne pas s'additionner exactement en raison des arrondissements.

Tableau 6b. Côte d'Ivoire : besoins de financement extérieur, 2016–25
(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	2016	2017	2018		2019		2020	2021	2022	2023	2024	2025
			Est.	Prog.	Prog.	Proj.							Projections
				PIB 1996	PIB 2015							
Besoins de financement extérieur	-1,9	-6,6	-6,3	-6,0	-4,5	-6,6	-7,1	-4,0	-3,5	-3,2	-2,8	-2,5
Solde courant (hors transferts officiels)	-1,9	-2,9	-4,4	-5,2	-3,9	-3,5	-4,2	-3,3	-3,0	-2,6	-2,3	-2,2
Amortissement et acquisition nette d'actifs	-0,9	-2,4	-0,9	-1,4	-1,0	-3,5	-1,1	-0,7	-0,8	-0,8	-1,1	-1,3
Remboursements au FMI	-0,1	-0,2	-0,3	-0,3	-0,2	-0,2	-0,2	-0,3	-0,2	-0,2	-0,2	-0,2
Capitaux privés (net)	0,3	0,5	0,1	1,7	1,3	2,1	-1,8	1,7	1,1	0,8	1,2	1,9
Variation des réserves officielles hors FMI (– = augmentation)	0,8	-1,5	-0,9	-0,9	-0,7	-1,5	0,2	-1,4	-0,6	-0,4	-0,4	-0,7
Financement disponible	1,8	6,6	6,3	5,7	4,3	6,6	3,6	4,0	3,5	3,2	2,8	2,5
Transferts de capitaux	0,4	0,4	0,3	0,6	0,4	0,3	0,5	0,4	0,2	0,1	0,1	0,1
Financement de projets	0,9	1,6	1,8	2,3	1,7	1,2	1,9	1,9	1,8	1,7	1,6	1,5
Euro-obligation	0,0	3,8	3,5	1,9	1,5	4,1	0,7	1,3	1,2	1,1	1,0	0,9
Décaissements du FMI	0,2	0,5	0,5	0,3	0,2	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts officiels	0,3	0,3	0,3	0,7	0,5	0,5	0,5	0,4	0,4	0,3	0,1	0,0
Écart de financement	-0,1	0,0	0,0	-0,3	-0,2	0,0	-3,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Financement attendu	...	...	...	0,0	0,0	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banque mondiale	...	...	...	0,0	0,0	0,0	0,4	...	...	...	...	...
BAfD	...	...	...	0,0	0,0	0,0	0,0	...	...	...	...	...
UE	...	...	...	0,0	0,0	0,0	0,0	...	...	...	...	...
Financement du FMI ^{1/}	...	...	...	0,3	0,2	0,0	1,9	...	...	...	...	...
Financement du FMI au titre de la FEC	...	...	...	0,1	0,1	0,0	0,1	...	...	...	...	...
Financement du FMI au titre du MEDC	...	...	...	0,2	0,2	0,0	0,3	...	...	...	...	...
Financement du FMI au titre du FCR	...	...	...	...	...	...	0,5	...	...	...	...	...
Financement du FMI au titre de l'IFR	...	...	...	...	...	...	1,0	...	...	...	...	...
Écart de financement résiduel	...	...	...	...	...	...	1,2	...	...	...	...	...
PIB nominal (en milliards de francs CFA)	28 424	29 955	32 063	25 956	34 447	34 447	35 731	39 305	42 833	46 751	50 637	54 743

1/ Les chiffres peuvent ne pas s'additionner exactement en raison des arrondissements.

Tableau 7. Côte d'Ivoire : indicateurs de la capacité à rembourser le FMI, 2020–28

	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Obligations envers le FMI sur la base des crédits existants									
(en millions de DTS)									
Principal	101,1	133,4	123,8	133,8	143,4	130,3	115,6	94,6	60,2
Commissions et intérêts ^{1/}	3,7	4,6	4,4	4,0	3,4	2,6	1,9	1,1	0,5
Obligations envers le FMI sur base crédit existant/prospectif ^{2/} (en millions de DTS)									
Principal	101,1	133,4	123,8	242,2	360,2	281,9	193,4	172,4	138,0
Commissions et intérêts ^{1/}	9,0	10,3	10,3	9,7	7,2	4,3	3,0	2,0	1,2
Total des obligations sur base crédit existant/prospectif ^{2/}									
En millions de DTS	110,1	143,7	134,1	251,9	367,3	286,2	196,4	174,4	139,2
En milliards de francs CFA	88,0	114,8	107,1	201,3	293,5	228,6	156,9	139,3	111,2
En pourcentage des recettes publiques	1,5	1,8	1,6	2,7	3,6	2,6	1,6	1,3	1,0
En pourcentage des exportations de biens et de services	1,1	1,3	1,1	1,8	2,5	1,8	1,2	1,0	0,8
En pourcentage du service de la dette ^{3/}	10,9	15,6	13,2	24,0	23,6	15,6	11,6	9,5	6,4
En pourcentage du PIB	0,3	0,4	0,3	0,6	0,7	0,5	0,3	0,3	0,2
En pourcentage de la quote-part	16,9	22,1	20,6	38,7	56,5	44,0	30,2	26,8	21,4
Encours des crédits du FMI									
En millions de DTS	1 804,9	1 671,5	1 547,7	1 305,5	945,3	663,5	470,1	297,7	159,7
En milliards de francs CFA	1 441,5	1 335,4	1 236,6	1 043,0	755,3	530,1	375,6	237,8	127,6
En pourcentage des recettes publiques	25,0	21,2	18,1	14,0	9,4	6,0	3,9	2,3	1,1
En pourcentage des exportations de biens et de services	17,3	14,8	12,5	9,6	6,4	4,3	2,9	1,7	0,9
En pourcentage du service de la dette	177,8	181,8	152,6	124,1	60,8	36,1	27,7	16,2	7,3
En pourcentage du PIB	5,1	4,3	3,7	2,9	1,9	1,3	0,8	0,5	0,2
En pourcentage de la quote-part	277,5	257,0	238,0	200,7	145,3	102,0	72,3	45,8	24,5
Utilisation nette du crédit du FMI (millions de DTS)									
Décassements	518,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursements et rachats	101,1	133,4	123,8	242,2	360,2	281,9	193,4	172,4	138,0
Pour mémoire :									
PIB nominal (en milliards de francs CFA)	35,731	39,305	42,833	46,751	50,637	54,743	59,072	63,623	68,396
Exportations de biens et services (milliards de FCFA)	7,446	8,370	9,221	10,188	11,082	11,867	13,412	14,484	15,495
Recettes publiques et dons (milliards de FCFA)	5,189	5,886	6,359	6,919	7,412	7,968	8,638	9,314	10,066
Service de la dette (milliards de FCFA)	602	772	860	945	1,143	1,362	1,471	1,481	1,708
FCFA/DTS (moyenne de la période)	813	808	807	807	807	807	807	807	807

Sources : estimations et projections des services du FMI.

^{1/} Le 24 mai 2019, le conseil d'administration du FMI a approuvé une modification du mécanisme de fixation des taux d'intérêt de la FEC et de la FCC qui fixe effectivement ces derniers à zéro jusqu'en juin 2021, voire au-delà. Le conseil a également décidé de prolonger le taux d'intérêt de zéro sur la FEC jusqu'à fin juin 2021, tandis que le taux d'intérêt sur la FCR a été fixé à zéro en juillet 2015. Compte tenu de ces décisions et des projections actuelles concernant le taux du DTS, les taux ci-après sont pris comme hypothèse au-delà de juin 2021 : 0/0/0/0 % par an pour la FEC, la FCC, la FCR et la FCE, respectivement. Le conseil d'administration révisera les taux d'intérêt des prêts concessionnels d'ici fin juin 2021 et tous les deux ans par la suite.

^{2/} Y compris les décaissements proposés au titre de l'accord FCR et des accords FEC/MEDC.

^{3/} Le total du service de la dette inclut les rachats et les remboursements au FMI.

Appendice I. Lettre d'Intention

**MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES
FINANCES**



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union-Discipline-Travail

LE MINISTRE

N° 02440/MEF/CAB-00/dk

Abidjan, le 10 avril 2020

A

Madame la Directrice Générale du
Fonds Monétaire International

WASHINGTON DC, 20431

Objet : Lettre d'intention.

Madame la Directrice Générale,

1. Ces dernières années, la Côte d'Ivoire a réalisé d'importants progrès en matière de stabilité macroéconomique, enregistrant une croissance forte et soutenue, une inflation modérée, une réduction du déficit public ainsi qu'une amélioration de la position extérieure.

Le Gouvernement a notamment mis en œuvre de manière résolue son plan national de développement et son plan social visant à créer une économie résiliente, inclusive et diversifiée propre à créer les opportunités et les emplois nécessaires à la prospérité pour les populations vivant sur le territoire ivoirien.

2. Cependant, la pandémie COVID-19, qui se propage rapidement à travers le monde, crée d'énormes défis pour notre économie. En effet, depuis l'enregistrement en Côte d'Ivoire d'un premier malade à coronavirus le 11 mars 2020, le nombre de cas confirmés a augmenté rapidement pour atteindre 444 au 9 avril. La pandémie, qui pourrait causer une catastrophe humanitaire en Côte d'Ivoire, en particulier parmi les populations plus vulnérables, aura un impact économique négatif important. Cet impact négatif est causé par la baisse de la demande des partenaires commerciaux, la baisse des flux d'investissements étrangers ; et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement.

3. Nous avons pris rapidement des mesures qui, bien que nécessaires pour contenir l'épidémie, auront un impact sur la situation économique. Ces mesures comprennent la déclaration de l'état d'urgence et l'établissement d'un couvre-feu de 21 h à 5 h, l'interdiction de tous les voyages internationaux (à l'exception de l'aide humanitaire), l'interdiction des rassemblements publics de plus de 50 personnes, la fermeture des écoles, des restaurants et des lieux de spectacles, le lancement d'une vaste opération de désinfection à Abidjan, l'imposition de restrictions sur les transports publics et les déplacements entre les régions du pays et le confinement du grand Abidjan.

Nous disposons également d'un plan de riposte sanitaire d'urgence de 95,88 milliards de FCFA, visant à fournir des soins gratuits aux personnes infectées, à équiper les unités de soins intensifs, à renforcer la surveillance épidémiologique et biologique et à renforcer les capacités de l'industrie pharmaceutique. Nous avons également préparé un ambitieux plan de relance économique visant à soutenir les revenus des segments les plus vulnérables de la population grâce à un soutien agricole et à des transferts monétaires accrus, à apporter des mesures de soutien aux secteurs et entreprises durement touchés, et à apporter une aide aux entités publiques des secteurs des transports et des ports afin d'assurer la continuité des chaînes d'approvisionnement. Le coût budgétaire total de ce plan est estimé à environ 550 milliards de FCFA en 2020.

4. Notre évaluation préliminaire suggère que l'impact économique de cette crise sera substantiel. La croissance devrait ralentir très fortement cette année et s'inscrire en fort retrait par rapport aux 7,3 % anticipés en Décembre 2019 dans le contexte de la 6^{ème} revue du programme « FEC-MEDC ». En outre, comme précédemment énoncé, les investissements directs étrangers (IDE) baisseront tandis que les conditions sur les marchés des capitaux se durciront. Cependant, l'on s'attend à une forte reprise de la croissance économique en 2021 en Côte d'Ivoire avec la fin de l'épidémie anticipée en 2020.

5. Cette situation aura un impact substantiel sur le budget. Le ralentissement de la croissance et la forte baisse des importations affecteront les recettes fiscales, ce qui devrait créer un manque à gagner d'environ 1 point de pourcentage du PIB par rapport aux prévisions d'avant la crise. Avec le coût estimé de notre plan de réponse sanitaire d'urgence et du plan de relance économique, cela portera le déficit global à 5,2 % du PIB en 2020, contre 2,3 % du PIB visés lors de la 6^{ème} revue (en tenant compte du rebasage des comptes nationaux). Nous sommes conscients qu'il existe une incertitude considérable entourant nos projections budgétaires. En cas de sous-performance des recettes fiscales par rapport à nos projections actuelles, nous nous engageons à ajuster certaines catégories de dépenses. En particulier, la mise en œuvre d'un certain nombre de projets d'investissement pourrait être retardée dans le contexte de la crise et des mesures de confinement nécessaires pour éviter la propagation de l'épidémie. Nous nous engageons à préparer un cadre budgétaire révisé d'ici fin avril de manière à amender le budget 2020 et à mettre en place des procédures spécifiques pour suivre de manière transparente les dépenses exceptionnelles liées à la réponse à la crise. Nous veillerons notamment à ce que l'aide atteigne les segments les plus vulnérables de la population et à ce que ce choc ne sape pas dans la mesure du possible les progrès que nous avons réalisés en matière de réduction de la pauvreté au cours de ces dernières années.

6. La position extérieure du pays devrait également se détériorer. Le déficit du compte courant devrait s'accroître pour atteindre 3,3 % du PIB, reflétant la baisse des exportations de produits agricoles et manufacturés, malgré une certaine compression des importations. En outre, vu l'incertitude au niveau mondial causée par l'épidémie du COVID-19, on peut s'attendre à un fléchissement important des investissements directs étrangers (IDE) et des entrées d'autres investissements privés, tandis que l'accès aux marchés financiers internationaux pourrait être plus difficile.

7. Dans ce contexte, le Gouvernement de la Côte d'Ivoire sollicite un soutien financier d'urgence au FMI au titre de la Facilité de crédit rapide (FCR) et de l'Instrument de financement rapide (IFR), pour un montant de 650,4 millions de DTS (100 pour cent du quota de la

Côte d'Ivoire), pour alléger les pressions budgétaires et de balance des paiements. Nous sollicitons que les fonds soient décaissés en tant qu'appui budgétaire direct au Ministère de l'Économie et des Finances et que le décaissement soit effectué sur le compte du Trésor public à la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). La dernière évaluation des sauvegardes de la BCEAO a été finalisée en 2018 et reste valide. Le décaissement du FMI, ainsi que le financement prévu de la Banque Mondiale, contribueront à combler le déficit de financement identifié en 2020. Le soutien du FMI devrait également jouer un rôle catalytique en termes de financement de la part des autres partenaires au développement.

8. Le gouvernement de la Côte d'Ivoire continue à s'engager au succès du programme « FEC-MEDC » et à la poursuite de politiques compatibles avec la stabilité macroéconomique à moyen terme et la viabilité de la dette. À partir de 2021, et dans l'hypothèse que les effets de la crise s'atténuent à l'échelle mondiale et nationale, que la croissance reprenne et que les dépenses exceptionnelles se résorbent, nous nous engageons à revenir sur la trajectoire de déficit de 2019, c'est-à-dire d'avant la crise, afin de maintenir les gains réalisés au cours du programme et préserver la viabilité de la dette. Nous sollicitons que les 7^{ème} et 8^{ème} revues du programme soutenu par la FEC-MEDC soient combinées à l'automne 2020.

9. Le Gouvernement ivoirien est convaincu que les politiques et mesures énoncées dans le présent document sont adéquates pour répondre aux besoins immédiats résultant de la pandémie COVID-19. En outre, le gouvernement est déterminé à prendre toutes les mesures additionnelles qui pourraient s'avérer nécessaires pour les atteindre. Le gouvernement n'introduira pas de mesures, y compris de restriction de change ou des échanges commerciaux, ou de politiques susceptibles d'induire des difficultés de la balance des paiements de la Côte d'Ivoire et fournira au FMI les informations nécessaires pour suivre la mise en œuvre des mesures.

10. Conformément à notre engagement de transparence dans les opérations gouvernementales, nous acceptons la publication de tous les documents soumis au Conseil d'administration en relation avec cette demande.

Je vous prie d'agréer, Madame la Directrice Générale, l'assurance de ma haute considération.

_____/s/_____
Adama Coulibaly
 Le Ministre de l'Économie et des Finances



CÔTE D'IVOIRE

10 avril 2020

DEMANDE DE DECAISSEMENT AU TITRE DE LA FACILITE DE CREDIT RAPIDE ET D'ACHAT AU TITRE DE L'INSTRUMENT DE FINANCEMENT RAPIDE—ANALYSE DE VIABILITÉ DE LA DETTE

Approuvé par
**Dominique Desruelle et Craig
Beaumont (FMI) et Marcello
Estevão (IDA)**

Établi par le Fonds monétaire international et
l'Association internationale de développement

Risque de surendettement extérieur	<i>Modéré</i>
Risque global de surendettement	<i>Modéré</i>
Niveau de détail de la notation du risque	<i>Potentiel limité d'absorption des chocs</i>
Élément d'appréciation	<i>Non</i>
Hypothèses macroéconomiques	<i>Par rapport à l'AVD précédente,¹ la situation en 2020 se dégrade sur le plan de la croissance du PIB réel, du déficit courant, des exportations de marchandises, des recettes budgétaires et des dépenses, qui sont en hausse.² Retour progressif, en trois ans environ, à la trajectoire de croissance prévue précédemment</i>
Stratégie de financement	<i>Recours aux financements concessionnels un peu plus important que dans l'AVD précédente³ mais dosage équilibré de financements en devises et de financements en monnaie locale, comme le prévoyait l'AVD précédente.</i>
Outils de réalisme utilisés	
Détermination mécanique du risque au titre de l'AVD extérieure	<i>Modéré</i>
Détermination mécanique du risque au titre de l'AVD publique	<i>Modéré</i>

¹Voir le rapport du FMI n° 19/366 (<https://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2019/12/18/Cote-d-Ivoire-Sixth-Reviews-Under-the-Arrangement-Under-the-Extended-Credit-Facility-and-the-48875>).

²Pour 2020, ralentissement de la croissance du PIB réel (2,7 % du PIB contre 7,3 dans l'AVD précédente) ; creusement du déficit courant (3,3 % du PIB contre 2,7) ; baisse des exportations de marchandises (19 % du PIB contre 20,5) ; diminution des recettes budgétaires (14,5 % du PIB contre 15,4) ; et hausse des dépenses publiques (19,7 % du PIB contre 17,7).

³D'après l'entretien récent avec les donateurs.

1. La dette extérieure et la dette totale sont viables et le risque de surendettement modéré. Les risques de santé publique, la dégradation du contexte général et les perturbations des chaînes d'approvisionnement auront des effets négatifs sur l'économie ivoirienne. Après les dépenses exceptionnelles liées au COVID-19 qui sont prévues en 2020, le déficit devrait revenir à son niveau d'avant la crise quand celle-ci s'essoufflera, créant ainsi les conditions essentielles pour que la dette suive une trajectoire baissière à partir de 2021. Dans ce contexte, la valeur actualisée de la dette publique rapportée au PIB resterait très inférieure au repère⁴ de 55 %.⁵ Tous les indicateurs de la charge de la dette publique extérieure demeurent au-dessous de leurs seuils dans le scénario de référence, mais, comme par le passé, le ratio service de la dette/recettes reste proche de son seuil à moyen terme, soulignant la nécessité de continuer à accroître les recettes intérieures une fois la crise passée. De surcroît, l'amélioration de la VA de la dette par rapport à l'AVD précédente s'explique largement par la modification récente de l'année de base du PIB, malgré des besoins de financement plus importants.

2. La dette publique reste néanmoins vulnérable en cas de chocs.⁶ La dette publique du pays paraît plus vulnérable face à un choc que ce qu'indiquaient les évaluations pour l'AVD de décembre 2019 ; la marge désormais limitée dont dispose la Côte d'Ivoire pour absorber les chocs le confirme. Selon le test de résistance normalisé simulant un choc sur les exportations, le ratio VA de dette extérieure/exportations dépasserait le seuil en 2022 et se maintiendrait au-dessus jusqu'en 2029 (graphique 1 en annexe). De même, le ratio service de la dette/exportations franchirait le seuil à compter de 2023 et resterait au-dessus. Dans le test de résistance relatif au financement sur les marchés, le ratio service de la dette/recettes dépasserait le seuil en 2025 et les cinq années suivantes. Ces résultats soulignent le risque de dégradation de la viabilité de la dette en cas de chocs extérieurs (chocs négatifs sur les termes de l'échange, par exemple) ou en cas de chocs liés au financement sur les marchés (hausse des taux d'intérêt, par exemple) qui pourraient ébranler l'économie ivoirienne. Ils soulignent par ailleurs la nécessité de réduire le déficit une fois la crise passée et de mettre en œuvre une stratégie d'emprunt prudente à moyen terme.

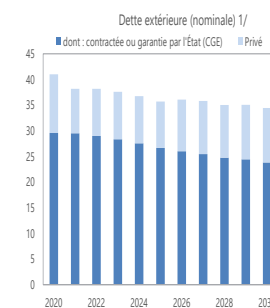
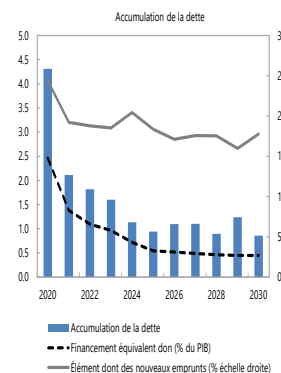
⁴L'indicateur composite de la Côte d'Ivoire fondé sur les PEM d'octobre 2019 est de 2,97 et la capacité d'endettement du pays est classée au niveau moyen. Les seuils applicables à la dette extérieure contractée ou garantie par l'État sont les suivants : 40 % pour le ratio VA de la dette/PIB ; 180 % pour le ratio VA de la dette/exportations ; 15 % pour le ratio service de la dette/exportations ; et 18 % pour le ratio service de la dette/recettes. Le repère applicable à la VA de la dette publique totale eu égard à la capacité d'endettement moyenne est de 55 % du PIB.

⁵Les ratios d'endettement à fin 2019 sont plus faibles que signalé précédemment en raison du changement récent d'année de référence des comptes nationaux, qui s'est traduit par un relèvement de 38 % du PIB en 2015.

⁶Le cadre macroéconomique tient compte des données disponibles à ce jour. Comme l'indique le rapport des services du FMI, les perspectives risquent d'être révisées à la baisse.

Tableau 1 de l'annexe. Côte d'Ivoire : cadre de viabilité de la dette extérieure, scénario de référence, 2017–40

	Effectif			Projections							Moyenne 8/		Scénario historique	Projections	Définition de la dette extérieure/intérieure	Currency-based
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2030	2040	2017-2020					2021-2040
Dette extérieure (nominale) 1/	29.4	33.5	31.9	41.0	38.2	38.2	37.6	36.7	35.7	34.4	30.2	40.5	36.7	Existe-t-il une grande différence entre les deux critères?	Yes	
<i>dont : contractée ou garantie par l'État (CGE)</i>	18.8	24.2	24.3	29.6	29.5	29.0	28.3	27.5	26.6	23.8	18.1	25.0	26.8			
Variation de la dette extérieure	1.0	4.1	-1.6	9.1	-2.8	0.0	-0.6	-0.8	-1.1	-0.6	0.3					
Flux générateurs d'endettement net identifiés	0.6	1.3	3.1	2.7	0.6	1.1	0.7	1.2	1.3	0.2	0.5	-2.2	0.8			
Déficit extérieur courant hors intérêts	0.9	2.4	1.4	1.3	1.1	1.0	0.7	0.6	0.7	-1.0	-1.3	-1.5	0.1			
Déficit de la balance des biens et services	-2.0	-0.2	-1.3	-0.8	-1.5	-1.6	-1.8	-1.9	-1.9	-3.4	-3.0	-4.4	-2.3			
Exportations	24.9	22.6	23.2	20.8	21.3	21.5	21.8	21.9	21.7	22.6	21.0					
Importations	23.0	22.4	21.9	20.0	19.8	19.9	19.9	20.0	19.8	19.2	18.0					
Transferts courants nets (négatifs = entrées)	1.0	1.0	1.1	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.1	1.1	1.3	1.2			
<i>dont : officiels</i>	-0.3	-0.3	-0.5	-0.5	-0.4	-0.4	-0.3	-0.1	0.0	0.0	0.0					
Autres flux extérieurs courants (négatifs = entrées nettes)	1.8	1.7	1.6	0.9	1.4	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	0.6	1.6	1.3			
IDÉ nets (négatifs = entrées)	0.6	0.8	1.0	0.2	1.3	1.3	1.2	1.3	1.3	1.6	2.1	1.1	1.3			
Dynamique endogène de la dette 2/	-0.8	-2.0	0.7	1.2	-1.8	-1.1	-1.1	-0.8	-0.7	-0.4	-0.3	-2.5	-0.6			
Contribution du taux d'intérêt nominal	1.2	1.2	1.3	2.0	1.4	1.5	1.5	1.5	1.4	1.5	1.2					
Contribution de la croissance du PIB réel	-1.9	-1.8	-2.3	-0.8	-3.2	-2.6	-2.6	-2.2	-2.1	-1.8	-1.6					
Contribution des variations de prix et de taux de change	-0.1	-1.3	1.7	—	—	—	—	—	—	—	—					
Résiduel 3/	0.3	2.8	-4.7	6.5	-3.5	-1.1	-1.3	-2.0	-2.4	-0.8	-0.1					
<i>dont : financement exceptionnel</i>	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0					
Indicateurs de viabilité																
VA de la dette extérieure CGE/PIB	—	—	23.4	26.8	26.0	25.4	24.8	23.9	23.0	20.1	14.6					
VA de la dette extérieure CGE/exportations	—	—	100.7	128.8	123.3	118.2	113.7	108.3	106.1	88.9	69.7					
Ratio service de la dette CGE/exportations	5.2	5.9	9.0	7.9	9.0	9.1	9.1	10.2	11.3	10.2	9.1					
Ratio service de la dette CGE/recettes	9.0	9.5	14.8	12.1	13.5	13.7	13.8	15.4	17.0	15.6	11.9					
Total des besoins de financement bruts (milliards de dollars EU)	3344.6	4463.7	3805.1	2189.4	5420.3	4016.3	4455.9	5160.7	5795.6	8006.8	17703.4					
Principales hypothèses macroéconomiques																
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	7.4	6.8	6.9	2.7	8.7	7.5	7.4	6.4	6.2	5.6	5.6	6.3	6.1			
Déflateur du PIB en dollars EU (variation en pourcentage)	0.2	4.8	-4.7	0.5	2.2	1.9	1.6	1.8	1.8	1.8	1.8	3.0	1.7			
Taux d'intérêt effectif (pourcentage) 4/	4.4	4.4	3.9	6.4	3.9	4.2	4.2	4.2	4.2	4.5	4.4	3.8	4.4			
Croissance des exportations de biens & services (\$, en %)	9.0	1.5	4.7	-7.4	13.6	10.7	10.5	8.8	7.1	6.8	4.9	1.2	7.8			
Croissance des importations de biens & services (\$, en %)	10.5	9.2	-0.3	-5.7	9.9	10.2	9.2	8.5	7.2	6.9	7.0	3.4	6.8			
Élément don des nouveaux emprunts du secteur public (en %)	—	—	—	24.4	19.2	18.8	18.5	20.4	18.3	17.8	17.2	—	18.7			
Recettes publiques (hors dons, en pourcentage du PIB)	14.2	14.1	14.2	13.6	14.2	14.3	14.3	14.5	14.5	14.8	15.9	15.5	14.4			
Flux d'aide (en milliards de dollars) 5/	577.8	589.6	574.0	1418.0	1123.6	992.9	953.9	756.4	630.5	716.8	1033.7					
Financement équivalent don (en pourcentage du PIB) 6/	—	—	—	2.5	1.4	1.1	1.0	0.7	0.5	0.4	0.4	—	0.9			
Financement équivalent don (en % du financement extérieur) 6/	—	—	—	34.5	34.7	31.3	30.0	25.7	20.0	18.0	17.3	—	24.0			
PIB nominal (milliards de dollars EU)	51,588	57,725	58,792	60,710	67,471	73,876	80,635	87,337	94,418	136,326	280,993					
Croissance du PIB nominal en dollars	7.6	11.9	1.8	3.3	11.1	9.5	9.1	8.3	8.1	7.5	7.5	9.5	8.0			
Pour mémoire :																
VA de la dette extérieure 7/	—	—	31.0	38.3	34.7	34.6	34.0	33.1	32.1	30.7	26.7					
En pourcentage des exportations	—	—	133.6	183.7	162.9	160.8	156.1	151.4	147.9	135.8	127.4					
Ratio service de la dette/exportations	20.2	19.8	17.3	10.1	26.4	14.7	16.7	18.0	19.0	23.4	26.3					
VA de la dette extérieure CGE (milliards de dollars EU)	—	—	13757.8	16290.3	17572.6	18799.6	19982.8	20896.9	21719.5	27408.9	41095.0					
(VAI - VA-1)/PIB-1 (en pourcentage)	—	—	—	4.3	2.1	1.8	1.6	1.1	0.9	0.9	0.7					
Déficit extérieur courant hors intérêts stabilisant le ratio d'endettement	-0.1	-1.6	3.0	-7.8	3.9	1.0	1.3	1.5	1.7	-0.4	-1.7					



Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Comprend à la fois la dette extérieure des secteurs public et privé.

2/ Égale à $(r - g - p(1+g))/(1+g - p+g)$ fois le ratio d'endettement de la période précédente, où r = taux d'intérêt nominal; g = taux de croissance du PIB réel, et p = taux de croissance du déflateur du PIB en \$EU.

3/ Inclut le financement exceptionnel (c'est-à-dire les variations des arriérés et l'allègement de la dette); les variations des avoirs extérieurs bruts et les ajustements de valeur. Pour les projections, comprend en outre la contribution des variations de prix et de taux de change.

4/ Charges d'intérêt de l'exercice en cours divisées par le stock de la dette de la période précédente.

5/ Il s'agit des dons, des prêts concessionnels et de l'allègement de la dette.

6/ Le financement équivalent don inclut les dons accordés à l'État directement et sous la forme des nouveaux emprunts (différence entre la valeur faciale et la VA de la nouvelle dette).

7/ On suppose que la VA de la dette du secteur privé est équivalente à sa valeur faciale.

8/ Les moyennes historiques et les écarts types sont généralement calculés sur les 10 dernières années, pour autant que les données soient disponibles.

Tableau 2 de l'annexe. Côte d'Ivoire : cadre de viabilité de la dette du secteur public, scénario de référence, 2017–40

	Effectif			Projections							Moyenne 6/		Scénario historique	Projections	Définition de la dette extérieure/intérieure	Currency-based	Existe-t-il une grande différence entre les deux critères?	Yes	
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2030	2040	historique							Projections
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2030	2040	historique							Projections
De dette du secteur public 1/	33.5	37.1	35.8	40.8	39.8	38.8	38.0	37.6	37.6	40.3	55.8	40.6	38.8						
dont : libellée en devises	18.8	24.2	24.3	29.6	29.5	29.0	28.3	27.5	26.6	23.8	18.1	25.0	26.8						
Variation de la dette du secteur public	1.8	3.5	-1.3	5.0	-1.0	-0.9	-0.8	-0.4	-0.1	0.9	2.4								
Flux générateurs d'endettement identifiés	-0.3	1.3	0.6	3.9	-1.3	-0.7	-0.6	-1.2	-1.1	-1.2	-0.5	-0.8	-0.6						
Déficit primaire	2.1	1.6	0.8	3.2	1.0	0.9	0.8	0.8	0.9	0.8	1.5	1.3	1.1						
Recettes et dons	15.1	14.9	15.0	14.5	15.0	14.8	14.8	14.6	14.6	14.8	15.9	16.4	14.7						
dont : dons	0.9	0.8	0.8	1.0	0.8	0.5	0.5	0.2	0.1	0.0	0.0								
Dépenses primaires (hors intérêts)	17.2	16.4	15.7	17.7	16.0	15.8	15.6	15.5	15.4	15.6	17.4	17.7	15.8						
Dynamique automatique de la dette	-2.3	-0.3	-0.1	0.7	-2.3	-1.6	-1.4	-2.0	-2.0	-2.0	-2.0								
Contribution de l'écart de taux d'intérêt/croissance	-0.9	-1.2	-1.3	0.7	-2.3	-1.7	-1.3	-1.5	-1.4	-1.3	-2.0								
dont : contribution du taux d'intérêt réel moyen	1.3	0.9	1.1	1.7	1.0	1.0	1.4	0.8	0.8	0.8	0.8								
dont : contribution de la croissance du PIB réel	-2.2	-2.1	-2.4	-0.9	-3.3	-2.8	-2.7	-2.3	-2.2	-2.1	-2.8								
Contribution de la dépréciation du taux de change réel	-1.4	0.9	1.2	--	--	--	--	--	--	--	--								
Autres flux générateurs d'endettement identifiés	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0						
Produit des privatisations (négatif)	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0								
Comptabilisation des passifs implicites ou conditionnels	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0								
Allègement de la dette (Initiative PPTe et autres)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0								
Autres (à préciser, par ex, recapitalisation bancaire)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0								
Résiduel	2.1	2.2	-1.9	1.1	0.2	-0.2	-0.4	0.9	1.1	2.2	2.9	-2.1	1.1						
Indicateurs de viabilité																			
VA de la dette du secteur public 2/	--	--	34.8	37.9	36.2	35.2	34.4	34.0	33.9	36.6	52.3								
Ratio VA de la dette public/recettes et dons (en %)	--	--	232.7	261.1	242.0	237.4	232.5	232.2	232.8	247.4	328.8								
Ratio service de la dette/recettes et dons (en % 3/)	13.2	29.1	34.0	32.0	34.2	38.4	41.3	47.3	54.4	80.1	122.1								
Besoin de financement brut 4/	4.0	5.9	5.9	7.8	6.1	6.6	6.9	7.8	8.8	12.7	21.0								
Principales hypothèses macroéconomiques et budgétaires																			
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	7.4	6.8	6.9	2.7	8.7	7.5	7.4	6.4	6.2	5.6	5.6	6.3	6.1						
Taux d'intérêt nominal moyen sur la dette en devises (en pourcentage)	4.1	3.9	3.9	6.0	3.7	3.7	3.8	3.8	3.8	4.1	3.6	3.1	4.0						
Taux d'intérêt réel moyen sur la dette intérieure (en pourcentage)	7.2	4.7	5.0	4.1	4.8	6.2	7.5	8.9	9.7	12.1	10.2	0.2	9.1						
Dépréciation du taux de change réel (en pourcentage, + dénote une dépréciation)	-8.8	5.1	5.1	--	--	--	--	--	--	--	--	-0.4	--						
Taux d'inflation (déflateur du PIB, en pourcentage)	-1.8	0.2	0.5	1.0	1.2	1.4	1.6	1.8	1.8	1.8	1.8	5.7	1.6						
Croissance des dépenses primaires réelles (corrigée du déflateur du PIB, en %)	11.9	2.3	2.3	15.6	-2.1	6.4	6.4	5.2	5.9	6.3	9.5	5.6	6.1						
Déficit primaire stabilisant le ratio dette/PIB 5/	0.3	-1.9	2.0	-1.8	2.0	1.9	1.7	1.2	1.0	-0.1	-0.8	0.1	0.7						
VA des passifs conditionnels (non inclus dans dette du secteur public)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0								

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Indiquer la couverture du secteur public: Administration centrale plus administrations de sécurité sociale/Dette garantie par l'État. Définition de la dette extérieure/intérieure est: Currency-based.

2/ Le ratio VA de la dette extérieure par rapport au PIB dans l'AVD publique diffère de l'AVD externe. L'ampleur des différences dépendant des projections de taux de change.

3/ Le service de la dette est égal à la somme des intérêts et de l'amortissement de la dette à moyen et long terme.

4/ Le besoin de financement brut est égal au déficit primaire plus le service de la dette plus l'encours de la dette à court terme à la fin de la période précédente et autres flux générateurs ou réducteurs d'endettement.

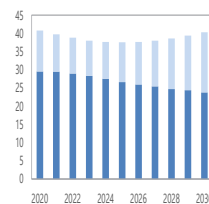
5/ Déficit primaire moins variation du ratio dette publique/PIB (-): excédent primaire, qui stabiliserait le ratio de la dette uniquement dans l'année en question.

6/ Les moyennes historiques et les écarts types sont généralement calculés sur les 10 dernières années, pour autant que les données soient disponibles.

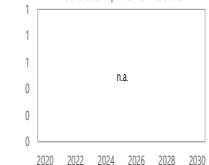
Définition de la dette extérieure/intérieure	Currency-based
Existe-t-il une grande différence entre les deux critères?	Yes

De dette du secteur public 1/

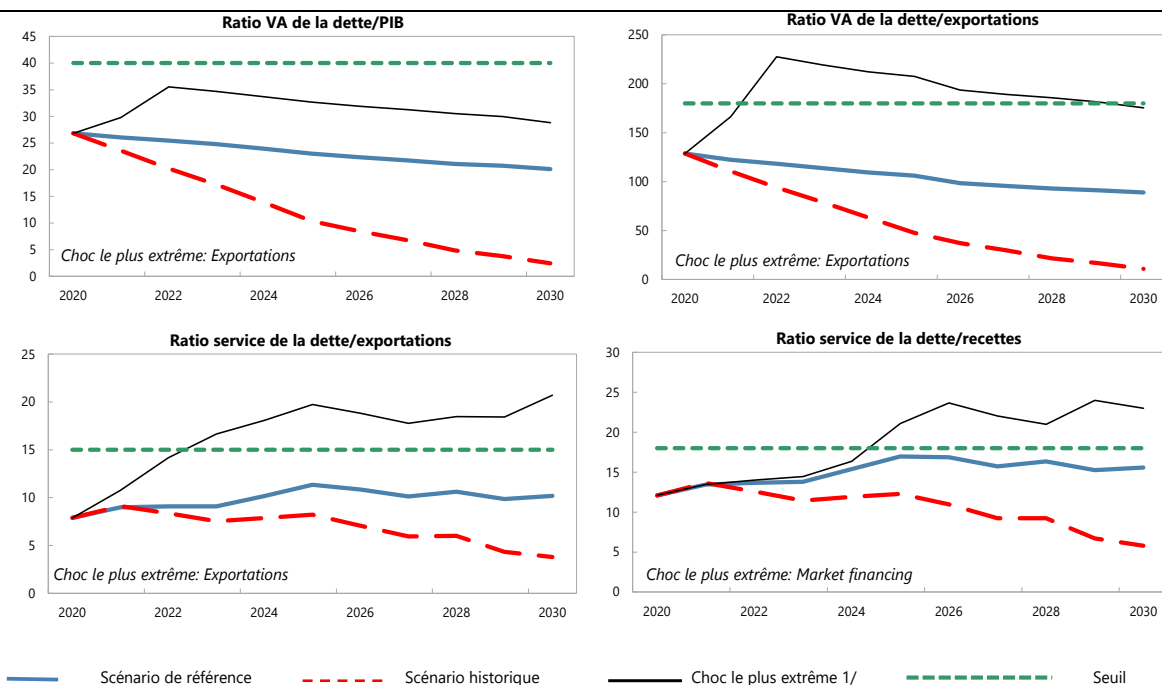
■ dont: en monnaie nationale
■ dont: en monnaie étrangère



■ dont: détenu par les résidents
■ dont: détenu par les non-résidents



Graphique 1 de l'annexe. Côte d'Ivoire : indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État, 2020–30



Personnalisation des paramètres par défaut		
	Ampleur	Interactions
Choc d'engagements		
Passifs éventuels combinés	No	
Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.
Prix des produits de base	No	No
Financement de marché	No	No

Note: "Yes" indique toute modification de la taille ou des interactions des paramètres par défaut pour les tests de résistance. "n.a." indique que le test de résistance ne s'applique pas.

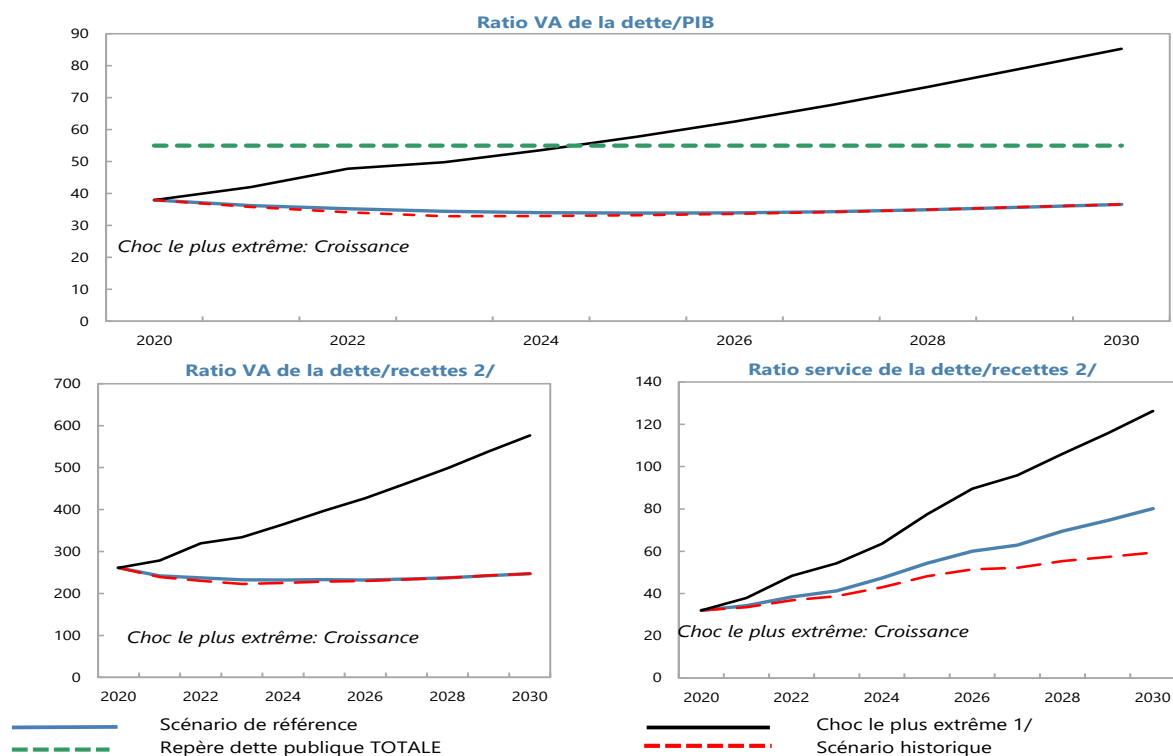
Hypothèses sur les conditions du financement supplémentaire résultant des tests de résistance *		
	Défaut	Défini par l'utilisateur (Personnalisés)
Part de la dette marginale		
External PPG MLT debt	100%	
Modalités de la dette marginale		
Taux d'intérêt nominal moyen des nouveaux emprunts en dollars EU	3.7%	7.0%
Taux d'actualisation, dollars EU	5.0%	5.0%
Échéance moyenne (y compris période de grâce)	18	18
Période de grâce moyenne (minimum 1)	7	7

* Note: Tous les besoins de financement supplémentaires générés par les chocs dans le cadre des tests de résistance sont supposés être couverts par la dette externe de MLT PPG dans l'AVD externe. Les termes par défaut de la dette marginale sont fondés sur des projections de référence sur 10 ans

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Le test de résistance le plus extrême est le test qui donne le ratio le plus élevé en ou avant 2030. Le test de résistance avec un dépassement exceptionnel est lui aussi présenté (le cas échéant), mais le dépassement exceptionnel est remplacé par des signaux mécaniques. Lorsqu'un test de résistance avec un dépassement exceptionnel s'avère le choc le plus extrême même après élimination de ce dépassement, seul ce test de résistance (avec un dépassement exceptionnel) serait présenté.

Graphique 2 de l'annexe. Côte d'Ivoire : indicateurs de la dette publique selon divers scénarios, 2020-30



Hypothèses sur les conditions du financement additionnel résultant des tests de résistance *	Défaut	Défini par l'utilisateur
Part de la dette marginale		
Dette extérieure CGE à moyen et long terme	37%	46%
Dette intérieure à moyen et long terme	49%	42%
Dette intérieure à court terme	14%	12%
Modalités de la dette marginale		
Dette extérieure à MLT		
Taux d'intérêt nominal moyen des nouveaux emprunts en dollars EU	3.7%	7.0%
Échéance moyenne (y compris période de grâce)	18	18
Période de grâce moyenne (minimum 1)	7	7
Dette intérieure à MLT		
Taux d'intérêt réel moyen des nouveaux emprunts	4.4%	4.4%
Échéance moyenne (y compris période de grâce)	4	4
Période de grâce moyenne	3	3
Dette intérieure à court terme		
Taux d'intérêt réel moyen	4.0%	3.0%

* Note : dans le AVD publique, le financement intérieur couvre les besoins de financement additionnels résultant des chocs dans les tests de résistance relevant de l'AVD publique. Par défaut, les modalités de la dette marginale sont fondées sur les projections de référence pour une période de 10 ans.

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Le test de résistance le plus extrême est le test qui donne le ratio le plus élevé en ou avant 2030. Le test de résistance avec un dépassement exceptionnel est lui aussi présenté (le cas échéant), mais le dépassement exceptionnel est remplacé par des signaux mécaniques. Lorsqu'un test de résistance avec un dépassement exceptionnel s'avère le choc le plus extrême même après élimination de ce dépassement, seul ce test de résistance (avec un dépassement exceptionnel) serait présenté.

Tableau 1 de l'annexe. Côte d'Ivoire : cadre de viabilité de la dette extérieure, scénario de référence, 2017–40
(En pourcentage)

	Actual			Projections							Average 8/		
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2030	2040	Historical	Projections
External debt (nominal) 1/	29.4	31.5	31.9	41.0	38.2	38.2	37.6	36.7	35.7	34.4	30.2	40.5	36.7
of which: public and publicly guaranteed (PPG)	18.8	24.2	24.3	29.6	29.5	29.0	28.3	27.5	26.6	23.8	18.1	25.0	26.8
Change in external debt	1.0	4.1	-1.6	8.1	2.8	0.0	-0.6	-0.8	-1.1	-0.6	0.3		
Identified net debt creating flows	0.6	1.3	1.1	2.7	0.6	1.1	0.7	1.2	1.3	0.7	0.5	-2.2	0.8
Non-interest current account deficit	0.0	2.4	1.4	1.3	1.1	1.0	0.7	0.6	0.7	-1.0	-1.3	-1.5	0.1
Deficit in balance of goods and services	2.0	0.2	-1.3	0.8	-1.5	1.6	-3.8	1.9	-1.9	-3.4	-3.0	-4.4	-2.3
Exports	24.9	22.6	23.2	20.8	21.3	21.5	21.8	21.9	21.7	22.6	21.0		
Imports	23.0	22.4	21.9	20.0	19.8	19.9	19.9	20.0	19.8	19.2	18.0		
Net current transfers (negative = inflow)	1.0	1.0	1.1	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.2	1.1	1.1	1.3	1.2
of which: official	-0.3	-0.3	-0.5	-0.5	-0.4	-0.4	-0.3	-0.1	0.0	0.0	0.0		
Other current account flows (negative = net inflow)	1.8	1.7	1.6	0.9	1.6	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.6	1.3
Net FDI (negative = inflow)	0.6	0.8	1.0	0.2	1.3	1.3	1.2	1.3	1.3	1.8	2.1	1.1	1.3
Endogenous debt dynamics 2/	-0.8	-2.0	0.7	1.2	-1.8	-1.1	-1.1	-0.8	-0.7	-0.4	-0.3		
Contribution from nominal interest rate	1.2	1.2	1.3	2.0	1.4	1.5	1.5	1.5	1.4	1.5	1.2		
Contribution from real GDP growth	-1.9	-1.8	-2.3	-0.8	-3.2	-2.6	-2.6	-2.2	-2.1	-1.8	-1.6		
Contribution from price and exchange rate changes	-0.1	-1.3	1.7	—	—	—	—	—	—	—	—		
Residual 3/	0.3	2.8	-4.7	6.5	-3.5	-1.1	-1.3	-2.0	-2.4	-0.8	-0.1	-2.5	-0.6
of which: exceptional financing	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		
Sustainability indicators													
PPG external debt-to-GDP ratio	—	—	23.4	26.8	26.0	25.4	24.8	23.9	23.0	20.1	14.6		
PPG external debt-to-exports ratio	—	—	100.7	128.8	122.3	118.2	113.7	109.3	106.1	88.9	69.7		
PPG debt service-to-exports ratio	5.2	5.9	9.0	7.9	9.0	9.1	9.1	10.2	11.3	10.2	9.1		
PPG debt service-to-revenue ratio	9.0	9.5	14.8	12.1	13.5	13.7	13.8	15.4	17.0	15.6	11.9		
Gross external financing need (Million of U.S. dollars)	3344.6	4463.7	3805.1	2189.4	5420.3	4216.3	4455.9	5160.7	5795.6	8006.8	17703.4		
Key macroeconomic assumptions													
Real GDP growth (in percent)	7.4	6.0	5.9	2.7	8.7	7.5	7.4	6.4	6.2	5.6	5.6	6.3	6.1
GDP deflator in US dollar terms (change in percent)	0.2	4.8	-4.7	0.5	2.2	1.9	1.6	1.8	1.8	1.8	1.8	3.0	1.7
Effective interest rate (percent) 4/	4.4	4.4	3.9	6.4	3.9	4.2	4.2	4.2	4.2	4.5	4.4	3.8	4.4
Growth of exports of G&S (US dollar terms, in percent)	9.0	1.5	4.7	-7.4	13.6	10.7	10.5	8.8	7.1	6.8	4.9	1.2	7.8
Growth of imports of G&S (US dollar terms, in percent)	10.5	9.2	-0.3	-5.7	9.9	10.2	9.2	8.5	7.2	6.9	7.0	3.4	6.8
Grant element of new public sector borrowing (in percent)	—	—	—	24.4	19.2	18.8	19.5	20.4	18.3	17.8	17.2	—	18.7
Government revenues (including grants, in percent of GDP)	14.2	14.1	14.2	13.6	14.2	14.3	14.3	14.5	14.5	14.8	15.9	15.5	14.4
Aid flows (in Million of US dollars) 5/	577.8	589.6	574.0	1418.0	1123.6	992.9	953.9	756.4	630.5	716.8	1033.7		
Grant equivalent financing (in percent of GDP) 6/	—	—	—	2.5	1.4	1.1	1.0	0.7	0.5	0.4	0.4	—	0.9
Grant equivalent financing (in percent of external financing) 6/	—	—	—	34.5	34.7	31.3	30.0	25.7	20.0	18.0	17.3	—	24.0
Nominal GDP (Million of US dollars)	51,588	52,725	58,792	60,710	67,471	73,876	80,635	87,337	94,418	136,326	280,993		
Nominal dollar GDP growth	7.6	11.9	1.8	3.3	11.1	9.5	9.1	8.3	8.1	7.5	7.5	9.5	8.0
Memorandum items:													
PV of external debt 7/	—	—	31.0	38.3	34.7	34.6	34.0	33.1	32.1	30.7	26.7		
in percent of exports	—	—	133.6	183.7	162.9	160.8	156.1	151.4	147.9	135.8	127.4		
Total external debt service-to-exports ratio	20.2	19.8	17.3	10.1	26.4	14.7	16.7	18.0	19.0	23.4	26.3		
PV of PPG external debt (in Million of US dollars)	—	—	1373.8	16290.3	17572.6	18799.6	19985.8	20896.9	21719.5	27408.9	41095.0		
(PV-PV-1)/GDP-1 (in percent)	—	—	4.3	2.1	1.8	1.6	1.1	0.9	0.9	0.9	0.7		
Non interest current account deficit that stabilizes debt ratio	-0.1	-1.6	3.0	-7.8	3.9	1.0	1.3	1.5	1.7	-0.4	-1.7		

Sources: Country authorities, and staff estimates and projections.

1/ Includes both public and private sector external debt.

2/ Derived as $(1 - g - p) / (1 + g - p - g)$ times previous period debt ratio, with r = nominal interest rate, g = real GDP growth rate, and p = growth rate of GDP deflator in US dollar terms.

3/ Includes exceptional financing (i.e., changes in arrears and debt relief); changes in gross foreign assets; and valuation adjustments. For projections also includes contribution from price and exchange rate changes.

4/ Current-year interest payments divided by previous period debt stock.

5/ Defined as grants, concessional loans, and debt relief.

6/ Grant equivalent financing includes grants provided directly to the government and through new borrowing (difference between the face value and the PV of new debt).

7/ Assumes that PV of private sector debt is equivalent to its face value.

8/ Historical averages are generally derived over the past 10 years, subject to data availability, whereas projections averages are over the first year of projection and the next 10 years.

Definition of external/domestic debt	Currency-based
Is there a material difference between the two criteria?	Yes

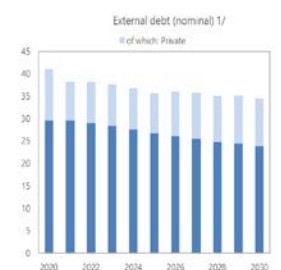
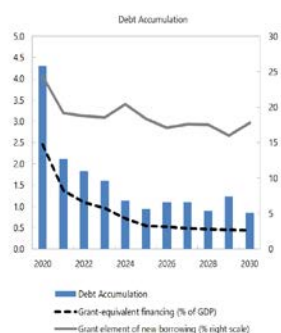


Tableau 2 de l'annexe. Côte d'Ivoire : cadre de viabilité de la dette publique, scénario de référence, 2017–40
(En pourcentage)

	Actual			Projections								Average 6/	
	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2030	2040	Historical	Projections
Public sector debt 1/	33.5	37.1	35.8	40.8	39.8	38.8	38.0	37.6	37.6	-40.3	55.8	40.6	38.8
of which: external debt	18.8	24.2	24.3	29.6	29.5	29.0	28.3	27.5	26.6	23.8	18.1	25.0	26.8
Change in public sector debt	1.8	3.5	-1.3	5.0	-1.0	-0.9	-0.8	-0.4	-0.1	0.9	2.4	-0.8	-0.6
Identified debt-creating flows	-0.3	1.3	0.6	3.9	-1.3	-0.7	-0.6	-1.2	-1.1	-1.2	-0.5	1.3	1.1
Primary deficit	2.1	1.6	0.8	3.2	1.0	0.9	0.8	0.8	0.9	0.8	1.5	16.4	14.7
Revenue and grants	15.1	14.9	15.0	14.5	15.0	14.8	14.8	14.6	14.6	14.8	15.9	17.7	15.8
of which: grants	0.9	0.8	0.8	1.0	0.8	0.5	0.5	0.2	0.1	0.0	0.0		
Primary (noninterest) expenditure	17.2	16.4	15.7	17.7	16.0	15.8	15.6	15.5	15.4	15.6	17.4		
Automatic debt dynamics	-2.3	-0.3	-0.1	0.7	-2.3	-1.6	-1.4	-2.0	-2.0	-2.0	-2.0	0.0	0.0
Contribution from interest rate/growth differential	-0.9	-1.2	-1.3	0.7	-2.3	-1.7	-1.3	-1.5	-1.4	-1.3	-2.0		
of which: contribution from average real interest rate	1.3	0.9	1.1	1.7	1.0	1.0	1.4	0.8	0.8	0.8	0.8		
of which: contribution from real GDP growth	-2.2	-2.1	-2.4	-0.9	-3.3	-2.8	-2.7	-2.3	-2.2	-2.1	-2.8		
Contribution from real exchange rate depreciation	-1.4	0.9	1.2	-	-	-	-	-	-	-	-		
Other identified debt-creating flows	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Privatization receipts (negative)	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		
Recognition of contingent liabilities (e.g. bank recapitalization)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		
Debt relief (HIPC and other)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		
Other debt creating or reducing flow (please specify)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		
Residual	2.1	2.2	-1.9	1.1	0.2	-0.2	-0.4	0.9	1.1	2.2	2.9	-2.1	1.1
Sustainability indicators													
PV of public debt-to-GDP ratio 2/	--	--	34.8	37.9	36.2	35.2	34.4	34.0	33.9	36.6	52.3		
PV of public debt-to-revenue and grants ratio	--	--	232.7	261.1	242.0	237.4	232.5	232.2	232.8	247.4	328.8		
Debt service-to-revenue and grants ratio 3/	13.2	29.1	34.0	32.0	34.2	38.4	41.3	47.3	54.4	80.1	122.1		
Gross financing need 4/	4.0	5.9	5.9	7.8	6.1	6.6	6.9	7.8	8.8	12.7	21.0		
Key macroeconomic and fiscal assumptions													
Real GDP growth (in percent)	7.4	6.8	6.9	2.7	8.7	7.5	7.4	6.4	6.2	5.6	5.6	6.3	6.1
Average nominal interest rate on external debt (in percent)	4.1	3.9	3.9	6.0	3.7	3.7	3.8	3.8	3.8	4.1	3.6	3.1	4.0
Average real interest rate on domestic debt (in percent)	7.2	4.7	5.0	4.1	4.8	6.2	7.5	8.9	9.7	12.1	10.2	0.2	9.1
Real exchange rate depreciation (in percent, + indicates depreciation)	-8.8	5.1	5.1	--	--	--	--	--	--	--	--	-0.4	--
Inflation rate (GDP deflator, in percent)	-1.8	0.2	0.5	1.0	1.2	1.4	1.6	1.8	1.8	1.8	1.8	5.7	1.6
Growth of real primary spending (deflated by GDP deflator, in percent)	11.9	2.3	2.3	15.6	-2.1	6.4	6.4	5.2	5.9	6.3	9.5	5.6	6.1
Primary deficit that stabilizes the debt-to-GDP ratio 5/	0.3	-1.9	2.0	-1.8	2.0	1.9	1.7	1.2	1.0	-0.1	-0.8	0.1	0.7
PV of contingent liabilities (not included in public sector debt)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		

Sources: Country authorities; and staff estimates and projections.

1/ Coverage of debt: The central government plus social security, central bank, government-guaranteed debt. Definition of external debt is Currency-based.

2/ The underlying PV of external debt-to-GDP ratio under the public DSA differs from the external DSA with the size of differences depending on exchange rates projections.

3/ Debt service is defined as the sum of interest and amortization of medium and long-term, and short-term debt.

4/ Gross financing need is defined as the primary deficit plus debt service plus the stock of short-term debt at the end of the last period and other debt creating/reducing flows.

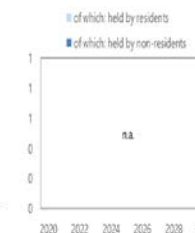
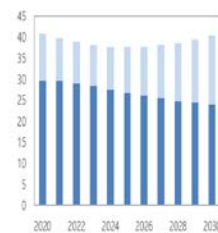
5/ Defined as a primary deficit minus a change in the public debt-to-GDP ratio (i.e. a primary surplus), which would stabilize the debt ratio only in the year in question.

6/ Historical averages are generally derived over the past 10 years, subject to data availability, whereas projections averages are over the first year of projection and the next 10 years.

Definition of external/domestic debt	Currency-based
Is there a material difference between the two criteria?	Yes

Public sector debt 1/

■ of which: local-currency denominated
■ of which: foreign-currency denominated



**Tableau 3 de l'annexe. Côte d'Ivoire : analyse de sensibilité des indicateurs clés
de la dette extérieure contractée ou garantie par l'État, 2020–30**
(En pourcentage)

	Projections 1/										
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Ratio VA de la dette/PIB											
Scénario de référence	26.8	26.0	25.4	24.8	23.9	23.0	22.3	21.8	21.1	20.8	20.1
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2030 2/	26.8	23.6	20.2	17.2	13.8	10.3	8.4	6.8	4.9	3.8	2.4
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	26.8	29.0	31.0	30.2	29.1	28.0	27.2	26.5	25.7	25.3	24.5
B2. Solde primaire	26.8	26.5	26.7	26.0	25.1	24.3	23.8	23.2	22.5	22.2	21.6
B3. Exportations	26.8	29.8	35.5	34.7	33.7	32.7	31.9	31.3	30.5	30.0	28.8
B4. Autres flux 3/	26.8	26.8	27.0	26.3	25.4	24.5	23.8	23.2	22.5	22.2	21.4
B5. Dépréciation	26.8	32.8	29.4	28.6	27.6	26.4	25.6	24.9	24.1	23.7	23.0
B6. Combinaison de B1-B5	26.8	32.8	32.0	31.2	30.2	29.1	28.3	27.6	26.8	26.2	25.4
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	26.8	29.8	29.5	28.8	27.9	28.1	27.6	27.0	26.3	26.3	25.7
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	26.8	26.3	26.1	25.6	24.9	24.0	23.5	22.9	22.3	22.1	21.5
C4. Financement de marché	26.8	29.0	28.4	27.8	26.9	26.0	25.3	24.5	23.6	23.1	22.2
Seuil	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40
Ratio VA de la dette/exportations											
Scénario de référence	128.8	122.3	118.2	113.7	109.3	106.1	98.4	95.6	93.0	91.1	88.9
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2030 2/	128.8	110.6	94.0	79.0	63.2	47.7	37.2	29.7	21.5	16.6	10.7
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	128.8	122.3	118.2	113.7	109.3	106.1	98.4	95.6	93.0	91.1	88.9
B2. Solde primaire	128.8	124.3	123.9	119.4	114.8	112.1	104.7	101.9	99.3	97.5	95.3
B3. Exportations	128.8	166.3	227.5	219.3	212.2	207.6	193.6	189.2	185.6	181.4	175.5
B4. Autres flux 3/	128.8	126.0	125.4	120.7	116.2	113.0	104.9	102.0	99.5	97.3	94.8
B5. Dépréciation	128.8	122.3	108.6	104.4	100.2	97.0	89.7	87.0	84.4	82.6	80.8
B6. Combinaison de B1-B5	128.8	158.2	124.8	157.4	151.6	147.4	136.9	133.2	129.9	126.6	123.3
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	128.8	140.1	137.2	132.3	127.5	129.5	121.5	118.7	116.1	115.5	113.7
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	128.8	123.8	121.5	117.6	113.7	110.9	103.3	100.8	98.5	96.9	94.9
C4. Financement de marché	128.8	122.3	118.4	114.3	110.5	107.7	100.0	96.7	93.5	91.0	88.3
Seuil	180.0	180.0	180.0	180.0	180.0	180.0	180.0	180.0	180.0	180.0	180.0
Ratio service de la dette/exportations											
Scénario de référence	7.9	9.0	9.1	9.1	10.2	11.3	10.8	10.1	10.6	9.9	10.2
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2030 2/	7.9	9.1	8.4	7.5	7.9	8.2	7.1	5.9	6.0	4.3	3.8
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	7.9	9.0	9.1	9.1	10.2	11.3	10.8	10.1	10.6	9.9	10.2
B2. Solde primaire	7.9	9.0	9.3	9.5	10.6	11.7	11.2	10.6	11.1	10.4	10.8
B3. Exportations	7.9	10.8	14.2	16.6	18.1	19.7	18.8	17.8	18.5	18.4	20.7
B4. Autres flux 3/	7.9	9.0	9.3	9.5	10.6	11.8	11.3	10.5	11.0	10.4	10.9
B5. Dépréciation	7.9	9.0	9.1	8.5	9.6	10.7	10.3	9.5	10.0	9.3	9.2
B6. Combinaison de B1-B5	7.9	10.4	13.1	12.5	13.9	15.5	14.8	13.8	14.5	14.3	14.3
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	7.9	9.0	10.2	10.3	11.4	12.5	12.3	11.6	12.1	11.3	11.8
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	7.9	9.0	9.2	9.4	10.5	11.8	11.2	10.5	11.1	10.3	10.8
C4. Financement de marché	7.9	9.0	9.3	9.5	10.8	14.1	15.2	14.2	12.5	9.9	10.2
Seuil	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0
Ratio service de la dette/recettes											
Scénario de référence	12.1	13.5	13.7	13.8	15.4	17.0	16.9	15.7	16.3	15.2	15.6
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2030 2/	12.1	13.7	12.6	11.5	11.9	12.3	11.0	9.2	9.2	6.7	5.8
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	12.1	15.0	16.6	16.8	18.7	20.6	20.5	19.2	19.9	18.6	19.0
B2. Solde primaire	12.1	13.5	14.0	14.4	16.0	17.6	17.5	16.4	17.0	16.1	16.5
B3. Exportations	12.1	13.6	15.5	18.3	19.9	21.4	21.3	20.1	20.7	20.7	23.0
B4. Autres flux 3/	12.1	13.5	14.0	14.5	16.1	17.6	17.5	16.4	17.0	16.1	16.7
B5. Dépréciation	12.1	16.9	17.2	16.2	18.2	20.2	20.1	18.7	19.5	18.1	17.7
B6. Combinaison de B1-B5	12.1	15.2	17.9	17.3	19.2	21.0	20.9	19.6	20.3	20.1	19.8
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	12.1	13.5	15.4	15.6	17.2	18.7	19.1	18.1	18.7	17.6	18.0
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	12.1	14.4	14.8	15.1	16.6	18.1	17.8	16.4	17.0	16.0	16.4
C4. Financement de marché	12.1	13.5	14.0	14.4	16.4	21.1	23.7	22.0	19.3	15.3	15.7
Seuil	18.0	18.0	18.0	18.0	18.0	18.0	18.0	18.0	18.0	18.0	18.0

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

1/ Une valeur en gras indique un dépassement du seuil.

2/ Les variables comprennent la croissance du PIB réel, celle du déflateur du PIB (en \$EU), le solde extérieur courant hors intérêts en pourcentage du PIB et les flux non générateurs d'endettement.

3/ Y compris les transferts officiels et privés, ainsi que les IDE.

**Tableau 4 de l'annexe. Côte d'Ivoire : analyse de sensibilité des indicateurs clés
de la dette publique, 2020–30**
(En pourcentage)

	Projections 1/										
	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	2029	2030
Ratio VA de la dette/PIB											
Scénario de référence	37.9	36.2	35.2	34.4	34.0	33.9	33.9	34.3	34.9	35.7	36.6
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2030 2/	37.9	35.8	34.1	32.9	32.9	33.2	33.6	34.2	34.9	35.8	36.6
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	37.9	42.0	47.8	49.8	53.5	57.8	62.5	67.7	73.4	79.3	85.3
B2. Solde primaire	37.9	37.2	37.4	36.5	37.1	38.2	39.5	41.3	43.4	45.8	48.2
B3. Exportations	37.9	39.7	44.8	43.8	43.3	43.1	43.0	43.3	43.9	44.5	44.9
B4. Autres flux 3/	37.9	37.0	36.8	35.9	35.5	35.4	35.4	35.8	36.4	37.1	37.9
B5. Dépréciation	37.9	42.1	39.5	37.1	36.2	35.8	35.7	36.1	36.9	38.0	39.1
B6. Combinaison de B1-B5	37.9	36.9	37.8	37.4	38.6	40.1	42.0	44.4	47.1	50.1	53.1
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	37.9	44.5	43.3	42.2	42.7	43.7	45.0	46.7	48.8	51.1	53.5
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	37.9	39.1	42.6	46.1	50.8	55.6	60.4	65.4	70.7	76.3	82.0
C4. Financement de marché	37.9	36.2	35.3	34.6	34.2	34.2	34.3	34.6	35.1	35.7	36.5
Repère dette publique TOTALE	55.0	55.0	55.0	55.0	55.0	55.0	55.0	55.0	55.0	55.0	55.0
Ratio VA de la dette/recettes 2/											
Scénario de référence	261.1	242.0	237.4	232.5	232.2	232.8	232.1	234.2	237.4	242.6	247.4
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2030 2/	261.1	239.2	230.3	222.6	225.3	228.2	229.8	233.4	237.5	243.0	247.3
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	261.1	278.8	319.3	334.1	364.8	397.0	427.2	462.4	498.5	538.5	576.6
B2. Solde primaire	261.1	248.1	252.2	246.9	253.7	262.1	270.1	281.9	294.9	310.8	325.9
B3. Exportations	261.1	265.4	301.8	295.9	295.5	295.8	294.3	295.9	298.4	302.2	303.2
B4. Autres flux 3/	261.1	247.2	247.9	242.8	242.5	243.0	242.2	244.2	247.3	252.2	256.4
B5. Dépréciation	261.1	282.5	266.7	251.5	247.7	246.1	244.5	246.9	250.9	257.9	264.4
B6. Combinaison de B1-B5	261.1	246.1	254.1	252.5	263.3	275.7	287.5	303.3	320.2	340.1	358.9
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	261.1	297.0	291.4	285.4	291.9	300.1	307.4	318.9	331.5	347.2	361.8
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	261.1	276.8	304.2	330.2	362.5	393.2	419.0	446.5	480.7	518.4	554.2
C4. Financement de marché	261.1	242.0	237.8	233.4	233.9	235.2	234.6	236.0	238.1	242.4	246.4
Ratio service de la dette/recettes 2/											
Scénario de référence	32.0	34.2	38.4	41.3	47.3	54.4	60.0	62.9	69.5	74.6	80.1
A. Scénarios de rechange											
A1.Principales variables à leur moyenne historique en 2020-2030 2/	32.0	33.6	36.8	38.7	42.9	48.2	51.4	52.2	55.4	57.3	59.3
B. Tests paramétrés											
B1. Croissance du PIB réel	32.0	37.9	48.3	54.3	63.5	77.4	89.6	95.9	106.1	115.7	126.3
B2. Solde primaire	32.0	34.2	39.5	43.1	48.5	57.4	63.7	64.8	71.0	76.7	82.7
B3. Exportations	32.0	34.2	39.9	45.4	51.4	58.5	64.1	66.9	73.5	79.7	87.2
B4. Autres flux 3/	32.0	34.2	38.7	41.9	47.9	55.0	60.7	63.5	70.1	75.5	81.3
B5. Dépréciation	32.0	34.2	40.2	42.4	48.6	55.6	59.6	62.6	68.7	72.3	77.3
B6. Combinaison de B1-B5	32.0	34.3	40.6	44.1	50.5	58.0	65.7	68.9	76.0	81.6	88.1
C. Tests Adaptés											
C1. Passifs éventuels combinés	32.0	34.2	47.6	45.5	51.0	75.1	68.4	68.3	74.4	84.7	87.0
C2. Catastrophes naturelles	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.
C3. Prix des produits de base	32.0	36.5	44.4	51.3	59.5	73.9	85.4	90.1	98.5	107.4	117.1
C4. Financement de marché	32.0	34.2	38.7	41.9	48.2	58.5	66.8	69.2	72.5	74.6	80.2

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

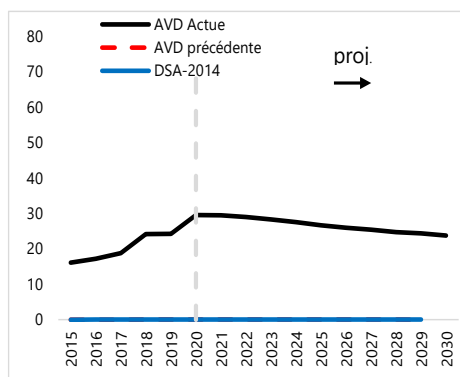
1/ Une valeur en gras indique un dépassement du repère.

2/ Les variables comprennent la croissance du PIB réel, celle du déflateur du PIB (en \$EU), le solde extérieur courant hors intérêts en pourcentage du PIB et les flux non générateurs d'endettement.

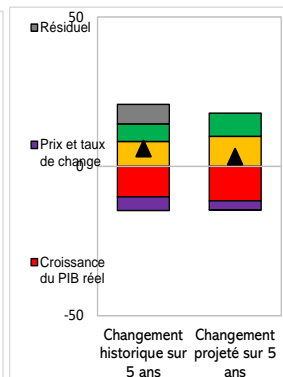
3/ Y compris les transferts officiels et privés, ainsi que les IDE.

Graphique 3 de l'annexe. Côte d'Ivoire : moteurs de la dynamique de la dette (scénario de référence)

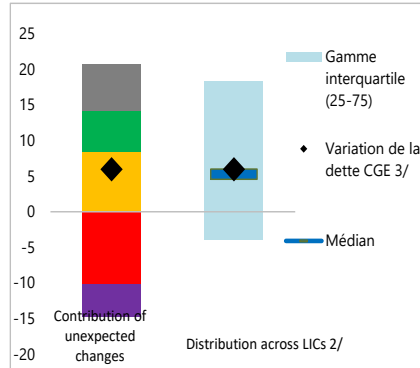
Dettes Extérieures Brut, Nominale
(en pourcentage du PIB; anciennes AVDs)



Dettes extérieures
Flux Créateurs d'Endettement
(en pourcentage du PIB)

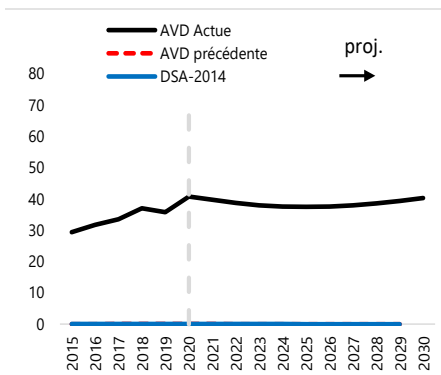


Variations de la Dette Inattendues 1/
(5 dernières années, en pourcentage du PIB)

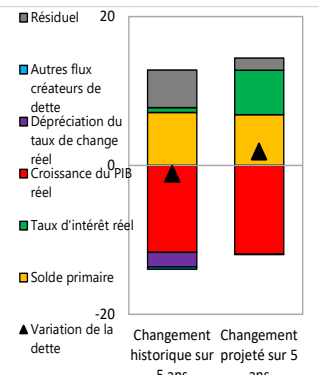


Dettes publiques

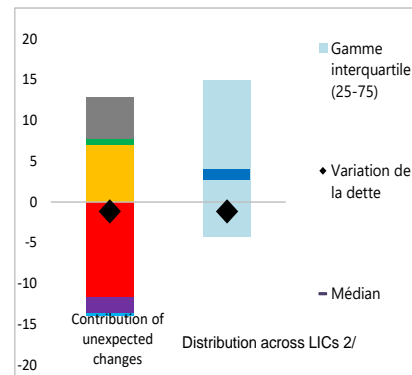
Dettes Publiques Brut, Nominale
(en pourcentage du PIB; anciennes AVDs)



Flux Créateurs d'Endettement
(en pourcentage du PIB)



Variations de la Dette Inattendues 1/
(5 dernières années, en pourcentage du PIB)



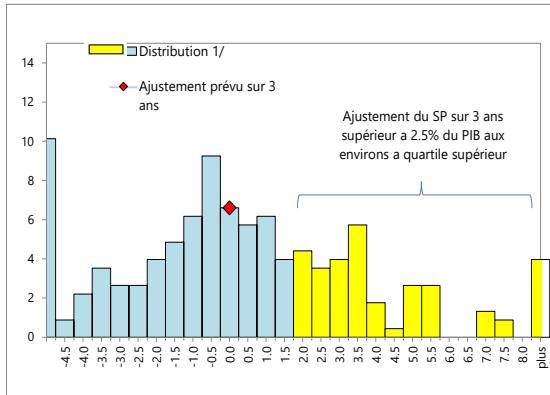
1/ Différence entre les contributions prévues et effectives aux ratios d'endettement.

2/ Répartition entre les pays à faible revenu pour lesquels des AVDs PFR ont été produits.

3/ Étant donné le niveau relativement faible de la dette extérieure privée pour la moyenne des pays à faible revenu, une variation en points de pourcentage de la dette extérieure CGE devrait être en grande partie expliquée par les déterminants de l'équation de la dynamique de la dette extérieure.

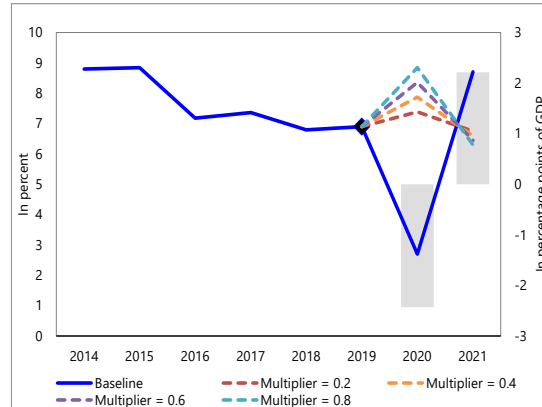
Graphique 4 de l'annexe. Côte d'Ivoire : outils de réalisme

Ajustement sur 3 ans du solde primaire (points de pourcentage du PIB)



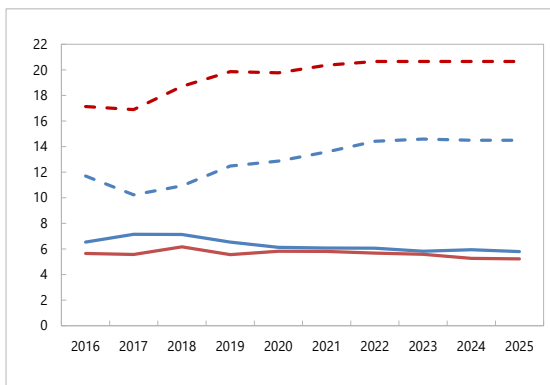
1/ Les données couvrent les programmes financés par le FMI pour les PFR (à l'exclusion du financement d'urgence) approuvés depuis 1990. L'ampleur de l'ajustement triennal à partir de la création du programme est couverte sur l'axe horizontal; le pourcentage d'échantillon est couvert sur l'axe vertical.

Ajustement budgétaire et trajectoires de croissance possibles 1/



1/ Les barres renvoient à l'ajustement budgétaire annuel projeté et les lignes montrent les trajectoires possibles de croissance du PIB réel sous différents multiplicateurs budgétaires.

Taux de l'Investissement Public et Privé (en pourcentage du PIB)

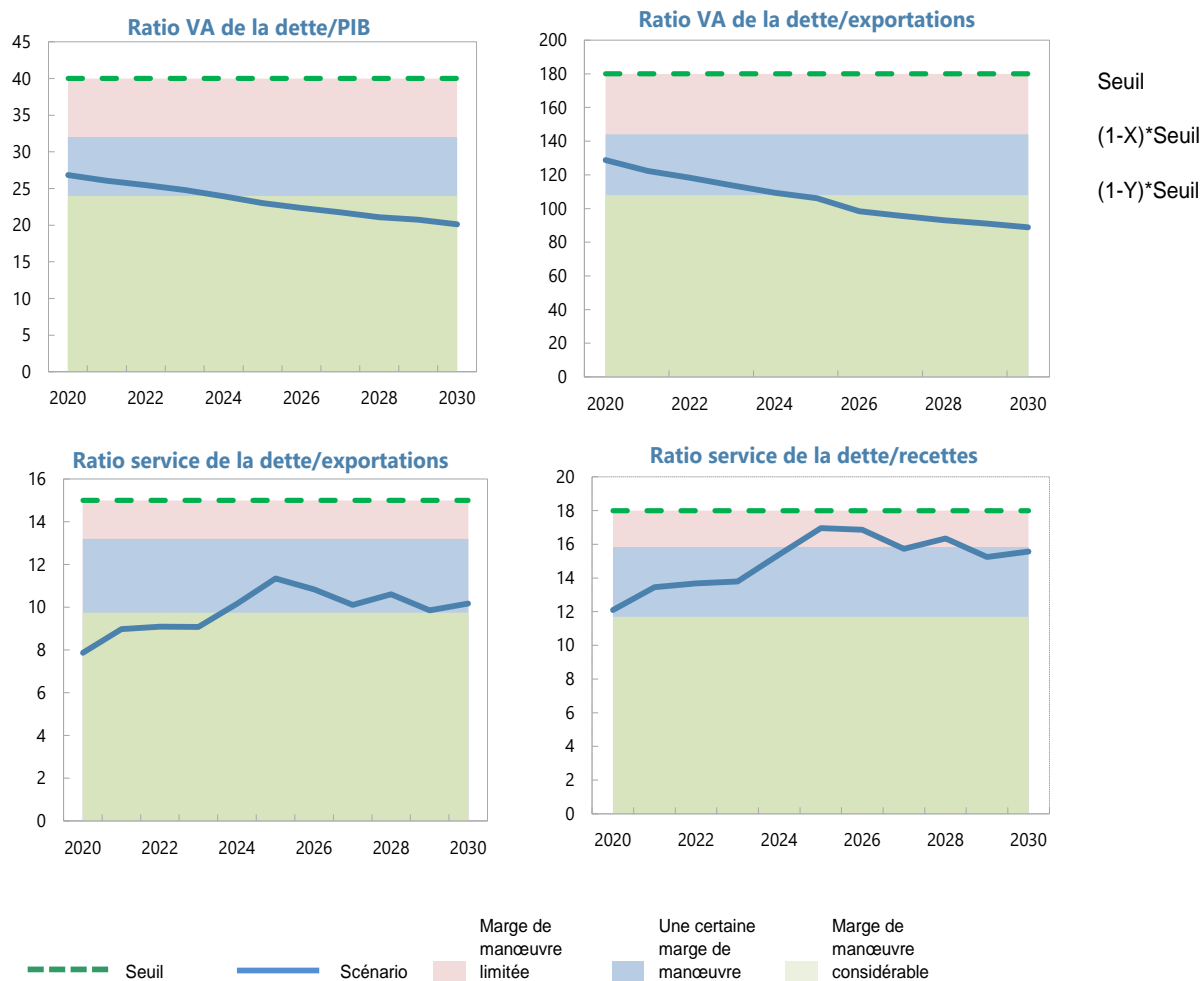


Investissement public - AVD précédente
Investissement public - AVD actuelle
Investissement privé - AVD précédente
Investissement privé - AVD actuelle

Contribution à la croissance du PIB réel (pourcentage, moyenne sur 5 ans)



Contribution d'autres facteurs
Contribution de l'investissement public

Graphique 5 de l'annexe. Qualification de la catégorie de risque modéré, 2020–30^{1/}

Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

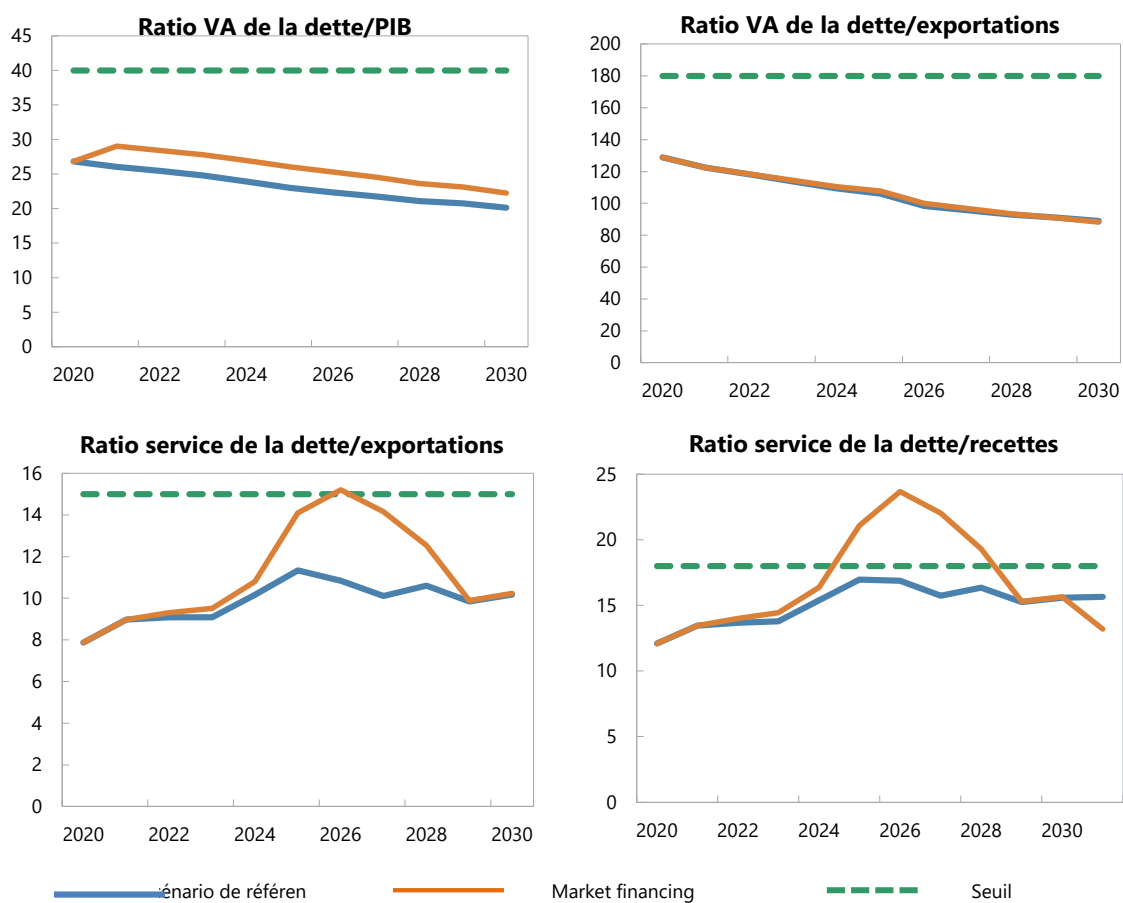
1/ Pour les seuils des ratios VA de la dette/PIB et VA de la dette/exportations, x est égal à 20 % et y à 40 %. Pour les seuils des ratios service de la dette/exportations et service de la dette/recettes, x est égal à 12 % et y à 35 %.

Graphique 6 de l'annexe. Indicateurs du risque de financement sur les marchés

	GFN 1/	EMBI 2/
Niveaux de référence	14	570
Valeurs actuelles	8	472
Dépassement	No	No
Besoins accrus de liquidité potentiels	Low	

1/ Besoins de financement bruts maximum (BFB) sur un horizon de projection de référence de trois ans.

2/ Les spreads EMBI correspondent à la valeur maximale de la dernière période de trois mois..



Sources : autorités nationales; estimations et projections des services.

**Déclaration de M. Mohamed-Lemine Raghani, administrateur pour la Côte d'Ivoire,
et de M. Marcellin Koffi Alle, son conseiller principal**

Réunion du conseil d'administration

17 avril 2020

Au nom des autorités ivoiriennes, que nous représentons, nous remercions le conseil d'administration, la direction et les services du FMI de leur soutien continu. Les autorités apprécient le travail ardu des services du FMI dans des circonstances sans précédentes, et la réaction rapide de la direction à leur demande d'assistance urgente. Un décaissement au titre de la facilité de crédit rapide (FCR) et un achat au titre de l'instrument de financement rapide (IFR) procureraient des ressources indispensables pour soutenir les mesures du gouvernement face à l'urgence sanitaire imposée par la COVID-19 et à ses conséquences économiques. Les autorités souscrivent globalement à l'essentiel du rapport des services du FMI, qu'elles considèrent comme un juste compte rendu de leurs entretiens récents.

Tout au long de 2019, l'économie de la Côte d'Ivoire a maintenu une croissance robuste et soutenue tout en préservant sa stabilité macroéconomique. Le programme appuyé par la FEC et le MEDC a donné de bons résultats jusqu'à présent, principalement en matière de rééquilibrage budgétaire, de mobilisation des recettes intérieures, de gestion de la dette et de mise en œuvre d'importantes réformes structurelles. Les données préliminaires à la fin de 2019 indiquaient la poursuite de cette tendance ; les critères de réalisation et les repères structurels ont été respectés, malgré le report de la septième revue à cause de la pandémie de coronavirus. Au début de celle-ci, le gouvernement a réagi en lançant un plan d'urgence sanitaire, suivi d'un ensemble d'initiatives de soutien économique, les mesures d'endiguement et d'atténuation exerçant un impact néfaste sur l'économie. Pour soutenir leurs efforts intérieurs, les autorités sollicitent une aide financière de 650,4 millions de DTS, soit 100 % de la quote-part, au titre de la facilité de crédit rapide (FCR) et de l'instrument de financement rapide (IFR). Cette aide du FMI sera essentielle pour combler le déficit de financement et répondre aux besoins de la balance des paiements ; en outre, elle contribuera à préparer la voie pour une reprise économique rapide lorsque la pandémie commencera à passer, et à maintenir les progrès socio-économiques récents du pays.

1. Impact économique de la pandémie de COVID-19

La Côte d'Ivoire a signalé le 11 mars son premier cas d'infection de COVID-19 ; au 14 avril, ce chiffre était passé à 638 cas, dont 114 étaient guéris et 6 sont décédés. La réaction du gouvernement à la pandémie fut rapide mais d'une intensité progressive. Il a commencé par instaurer un plan sanitaire d'urgence comprenant des mesures d'endiguement, la suspension de tous les vols internationaux, la fermeture des écoles et des restaurants et l'interdiction des rassemblements publics, en plus de la déclaration d'un état d'urgence. Face à l'augmentation du nombre de cas confirmés, les autorités ont renforcé la consigne de distanciation physique en imposant un couvre-feu de 21 heures à 5 heures ainsi qu'un isolement partiel d'Abidjan,

épicerie de la pandémie, du reste du pays. Le deuxième front d'intervention fut un programme de soutien économique destiné à venir en aide aux ménages les plus vulnérables et aux entreprises touchées, y compris les PME et le secteur informel.

La COVID-19 devrait exercer un impact économique considérable sur la Côte d'Ivoire. Ce pays à l'économie ouverte est touché par les conséquences des perturbations du commerce international, notamment avec la Chine et l'Union européenne, avec lesquels il effectue la plus grande partie de ses importations et exportations. La chute des cours des produits de base et la contraction du commerce international devraient affecter les recettes d'exportations et les droits de douane. En outre, les mesures d'endiguement et d'atténuation devraient exercer un impact direct et négatif sur l'économie du pays. De nombreuses PME, notamment dans le secteur des loisirs (restaurants, hôtels et activités de divertissement), subiront de lourdes pertes. Pareillement, certaines activités du secteur informel pourraient se contracter à la suite du couvre-feu et d'autres mesures de confinement.

Cette évolution négative est en train de se manifester dans les statistiques macroéconomiques, dont la plupart affichaient un certain dynamisme avant la période de la COVID-19. La croissance du PIB réel devrait diminuer de plus de moitié en 2020, pour s'établir à 2,7 % contre les 6,7 % prévus précédemment. Les finances publiques sont de plus en plus affectées par la baisse des recettes et l'augmentation des dépenses de santé. La position extérieure reflète également la contraction du commerce international. La baisse des exportations de produits agricoles et de biens manufacturés creusera le déficit des transactions courantes, qui devrait passer de 2,7 % en 2019 à 3,3 % du PIB en 2020, alors qu'une amélioration à 2,5 % était attendue avant la survenue de la COVID-19. Des atouts importants pour la Côte d'Ivoire, tels que la confiance des investisseurs et les flux d'investissements qui en découlent, ainsi que l'accès aux marchés internationaux, subissent des contrecoups. La pandémie compromet également les perspectives, avec des risques orientés vers la baisse. Une pandémie prolongée, qui aurait des effets durables sur la demande mondiale, retarderait la reprise économique du pays, sans oublier que l'ensemble des conséquences des mesures d'endiguement risque d'être plus grand que prévu et pourrait nécessiter d'autres mesures de soutien économique.

2. Mesures du gouvernement contre la pandémie

En plus de leur plan sanitaire, les autorités ont annoncé, le 31 mars, un ensemble de mesures économiques destinées à atténuer les effets de la COVID-19. Cet ensemble comprend des mesures budgétaires qui complétaient bien les mesures monétaires et financières annoncées quelques semaines auparavant par la banque centrale régionale, la BCEAO.

Politique budgétaire et viabilité de la dette

Comme première ligne de défense contre l'impact économique de la COVID-19, les autorités ont assoupli la politique budgétaire du pays. Le déficit budgétaire devrait augmenter jusqu'à 5,2 % du PIB en 2020 contre 2,3 % avant la crise de la COVID-19, pour tenir compte du coût des

mesures de soutien économique. Par conséquent, les finances publiques devront absorber un coût total de 2 ¾ % du PIB en 2020 en raison des mesures sanitaires et économiques prises par les autorités. Les éléments principaux de l'ensemble de mesures budgétaires comprennent un financement direct des PME et du secteur informel, l'octroi de programmes de transfert de fonds à un plus grand nombre de ménages pauvres ainsi qu'un report du paiement de certains impôts.

Les pressions exercées par les dépenses associées à la COVID-19 ont donné lieu à un déficit de financement budgétaire de 3,2 % du PIB environ pendant l'exercice financier actuel. Les autorités sont en train d'élaborer un projet de loi de finances rectificatif en conséquence. Elles espèrent que l'assistance du FMI, de la Banque mondiale et d'autres donateurs contribueront à combler le déficit de financement. En outre, les autorités attachent beaucoup d'importance à la redevabilité et à la transparence dans la gestion des dépenses associées à la pandémie. Dans cette optique, elles sont en train de mettre au point des procédures spéciales pour suivre ces dépenses et veiller à ce qu'elles soient effectivement affectées aux mesures liées à la COVID-19. Lorsque la pandémie prendra fin, les autorités s'engagent à revenir à leur objectif antérieur de déficit budgétaire fixé par l'UEMOA.

La viabilité de la dette reste une priorité importante pour les autorités ivoiriennes. Elles sont heureuses de constater que l'analyse de viabilité de la dette par les services du FMI conclut que la dette extérieure et globale de la Côte d'Ivoire est viable, et que le pays conserve un risque d'endettement modéré. Les autorités sont convaincues que le profil de la dette s'améliorera encore lorsqu'elles reviendront à leurs objectifs budgétaires après la crise de la COVID-19.

Mesures monétaires et financières au niveau régional

Les autorités reconnaissent qu'il est nécessaire de conjuguer des mesures budgétaires et monétaires accommodantes afin de soutenir le pays en cette période difficile. À cet égard, la BCEAO a pris diverses mesures préventives pour maintenir une liquidité adéquate dans le système bancaire et assurer sa circulation dans l'économie. Elle a étendu ses garanties pour faciliter l'accès au refinancement et a préparé, avec les banques, un dispositif destiné à aider les entreprises qui font face à des difficultés de remboursement de leurs prêts. La banque centrale a également renforcé les ressources de la Banque ouest-africaine de développement (BOAD) afin d'augmenter ses prêts concessionnels aux États membres pour financer les dépenses urgentes relatives à la pandémie. En outre, des mesures visant à réduire les frais des services et opérations bancaires mobiles sont envisagées.

Conclusion

L'économie de la Côte d'Ivoire connaissait une croissance vigoureuse dans un environnement macroéconomique stable lorsqu'elle a été touchée par la pandémie de COVID-19. Les perturbations conséquentes du commerce international, des chaînes de valeur internationales et des marchés financiers exercent un impact négatif sur la production et les recettes du pays. La crise sanitaire est aggravée par une crise économique, causée par les effets directs et indirects des

mesures d'endiguement et d'atténuation de la pandémie. Les autorités ivoiriennes ont réagi rapidement à ces deux crises, en prenant des mesures destinées à endiguer la prolifération de la pandémie et en adoptant un ensemble de mesures de soutien pour atténuer l'impact sur l'économie.

Étant donné l'ampleur du déficit de financement budgétaire et des besoins en matière de balance des paiements, et vu que les autorités s'engagent à prendre les mesures appropriées pour limiter l'impact de la pandémie et contribuer à une reprise rapide, nous serions reconnaissants aux administrateurs d'approuver un décaissement au titre de la facilité de crédit rapide et un achat au titre de l'instrument de financement rapide.